

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

Retrait du projet contre les retraites!



Un appel de postiers pour les retraites p. 7 L'économie capitaliste française p. 9 Le coup d'État militaire en Égypte p. 13 En défense de Manning et des lanceurs d'alerte p. 19 Le soulèvement de 1953 en Allemagne de l'Est p. 22 Contre toute intervention impérialiste en Syrie p. 27

Sarkozy est intervenu militairement en Libye, Hollande veut frapper en Syrie Sarkozy a obligé à cotiser 41,5 ans pour la retraite, Hollande veut imposer 43 ans

L'impérialisme français menace de bombarder Damas pour la 3^e fois

Annonçant leur volonté d'intervenir militairement en Syrie pour « punir » le régime d'avoir employé des gaz de combat contre les civils, les États américain, français, britannique qui ont tant de fois massacré, brûlé, torturé des populations entières, ont dénoncé un crime contre l'humanité et brandi les traités des conventions de Genève.

Déjà, en 1925, le « Cartel des gauches » (PR-PS) a réprimé les druzes et bombardé Damas ; en 1945, le gouvernement De Gaulle (MRP-PS-PCF) a bombardé de nouveau Damas. Aujourd'hui, la politique de la canonnière se mène le plus souvent sous l'étendard de la défense des droits de l'homme, mais son contenu n'a pas changé : c'est toujours l'immixtion d'une poignée de puissances équipées d'armes de destruction massive pour se partager le monde au compte de leurs groupes capitalistes respectifs.

De leur côté, les États russe et chinois qui ne s'embarrassent pas plus de moralité quand leur intérêt est en jeu défendent becs et ongles le dictateur Bachar Al-Assad. Ils ne cherchent qu'à sauvegarder leurs positions stratégiques et économiques dans la région que la chute du régime du Baath ruinerait au profit des autres impérialismes.

Mais les rivalités inter-impérialistes, l'opposition des populations en France, aux États-Unis, en Grande-

REVOLUTION COMMUNISTE

Bimestriel du groupe marxiste internationaliste [section française du collectif révolution permanente]

Directeur de publication Étienne Valyi

ISSN en cours

Adresse postale ReSo AGECA service BP 177 rue de Charonne 75011 PARIS

Abonnement 10 euros pour 1 an (5 numéros) à l'ordre de ReSo

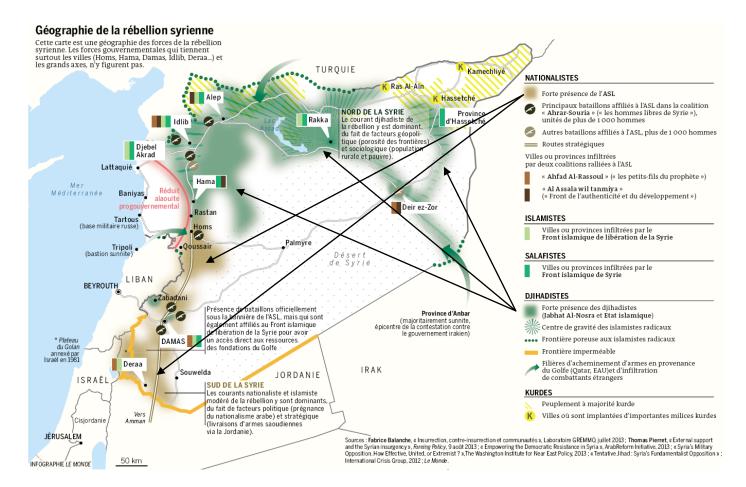
Site du CoReP revolucionpermanente.com Site du GKK / Autriche klassenkampf.net Site du GMI / France groupemarxiste.info Site de RP / Pérou luchamarxista.blogspot.fr Bretagne... la crainte enfin de précipiter une crise régionale qu'ils ne maîtriseraient pas, ont différé l'intervention militaire en Syrie. Cela révèle la faiblesse relative de l'impérialisme américain, hésitant après avoir installé un régime islamiste proche de l'Iran en Irak, empêtré dans ses propres contradictions économiques et politiques, faisant face à une population réticente après les mensonges éhontés de Bush fils mais aussi ceux de l'impérialisme britannique, Cameron étant stoppé net dans son élan par le vote négatif de la Chambre des communes du 29 août. Le gouvernement allemand refuse l'intervention. Si bien que le gouvernement français, ridicule, est contraint d'en rabattre, après force mouvements de menton, faute de combattants.

Mais ce n'est peut-être que partie remise. Car rien n'est pire pour l'impérialisme que l'instabilité chronique, a fortiori dans cette partie du monde. Ne pouvant marcher à la guerre, le gouvernement américain a accepté la proposition par la diplomatie russe d'une mise sous contrôle des armes chimiques syriennes. Cet accord signifie que, n'ayant pas de solution satisfaisante de rechange, Assad est, pour l'instant, la moins pire des solutions, moyennant quelques arrangements cosmétiques.

Sans parti révolutionnaire, les masses syriennes ne peuvent trouver d'issue vers le socialisme

La population syrienne s'était dressée en masse contre le régime dès mars 2011, dans le droit fil des processus révolutionnaires de Tunisie et d'Égypte

. Mais le mouvement des exploités ne peut pas tout de lui-même pour déjouer tous les obstacles mis sur son chemin. La classe ouvrière de Syrie n'a plus de parti fiable depuis longtemps. Le Parti communiste syrien, sur consigne de la bureaucratie de l'URSS, avait modéré dans les années 1950 les revendications ouvrières, au nom du « front uni anti-impérialiste » et de la « révolution démocratique », pour ne pas effrayer la bourgeoisie nationale. Le PCS a adhéré dans les années 1960 à la prétendue « révolution arabe » de l'aile nationaliste panarabe de la bourgeoisie. Celle-ci est incarnée en Syrie et en Irak par le Baath, dont la base est l'armée. Assad père prend les rênes de l'État bourgeois, interdit toute activité ouvrière et supprime les libertés



démocratiques. Le parti stalinien rallie en 1970 le « front national progressiste » qui sert de couverture au régime militaro-policier.

Ses héritiers, dont l'autorité sur la classe ouvrière s'est réduite, se divisent sur l'aile de la bourgeoisie à soutenir. Le Parti communiste syrien unifié, qui participe au gouvernement d'Assad, se contentait au printemps 2011 de condamner du bout des lèvres les réactions « disproportionnées » des forces de l'ordre qui tiraient à balles réelles sur les manifestants tout en appelant à l'unité nationale. L'autre fraction du parti stalinien, dans l'opposition, le Parti d'action communiste, dès avril 2011, constituait avec différents partis bourgeois opposés à Assad un « Comité de coordination pour le changement démocratique en Syrie » qui prônait une « transition démocratique », avec y compris les partisans du régime, sur la ligne de l'élection d'une Assemblée constituante sous le contrôle de la bourgeoisie, vieille ficelle utilisée partout, en Tunisie comme en Égypte, par tous les partisans du maintien de l'ordre bourgeois.

Faute d'un parti ouvrier révolutionnaire combattant pour l'armement des masses, pour l'organisation de conseils ouvriers et paysans pour contrôler leur lutte et sur l'objectif de la prise du pouvoir pour toutes les revendications tant économiques que démocratiques, l'élan révolutionnaire des masses syriennes s'est trouvé sans perspective propre. Il est tombé sous la coupe de factions bourgeoises.

Les « comités locaux de coordination » ont prêté allégeance à l'opposition bourgeoise propulsée par les impérialismes occidentaux et le gouvernement islamiste turc.

Les CLC adhèrent, au début du mois d'octobre 2011, au Conseil national syrien qui vient d'être créé à Istanbul. (Afrique du Nord, Moyen-Orient, La Documentation française, août 2012, p. 76)

Toute la « rébellion » officielle est dans la mouvance islamiste, que ce soit les Frères musulmans soutenus par le Qatar, la Turquie et les impérialismes occidentaux qui dominent la « Coordination nationale » (ex-CNS) et « l'Armée syrienne libre », ou bien les bandes fascistes du « Front de libération de Syrie », armées par le Koweït, le Qatar et l'Arabie saoudite (Jabhat al-Nosra, Suqour al-Sham, Farouq, Ansar al-Islam...).

Le spectre idéologique du mouvement armé s'est donc réduit à l'islam sunnite dans différentes variantes... Il n'y a pas, ou guère, de place pour les idéologies séculières. (Alternatives internationales, décembre 2012)

Les djihadistes s'en prennent particulièrement aux Kurdes.

Les combattants kurdes ont chassé à la mi-juillet les djihadistes de la ville de Ras Al-Aïn, dans la province de Hassaké (nord-ouest). Depuis, les affrontements font rage entre les deux bords et les djihadistes multiplient attentats et enlèvements visant des Kurdes... Fin juillet, le Front Al-Nosra et l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), deux groupes djihadistes affiliés à Al-Qaida, détenaient plus de 200 civils dans les villages à majorité kurde de Tall Aren et de Tall Hassel, à l'est de la ville d'Alep, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. (Le Monde, 11 août 2013)

Sur 21 millions d'habitants, plus de 2 millions ont déjà fui dans les pays limitrophes. La solidarité ouvrière internationaliste passe tout à la fois par le combat contre toute intervention impérialiste en Syrie, à commencer par celle de l'impérialisme français, la lutte pour le renverser et, en même temps, le combat pour ouvrir une perspective révolutionnaire aux masses syriennes : la chute du régime d'Assad, les libertés démocratiques, la mise au pas des djihadistes, le gouvernement ouvrier et paysan, la fédération socialiste du Proche-Orient

En France, la collaboration de classe à l'oeuvre

Les partis politiques parlementaires issus de la classe ouvrière sont tous patriotes. Si le PS est en pointe dans le bellicisme, avec le soutien de Juppé (UMP), la bourgeoisie française est dans l'expectative. Les autres partis ouvriers bourgeois (PCF et PdG) reflètent, avec l'UMP et le FN, cette hésitation. C'est au nom des intérêts de la bourgeoisie impérialiste française, de la rivalité avec les États-Unis et non de l'internationalisme prolétarien que le « Front de gauche » prêche la prudence à Hollande et la concertation au G20.

La France est aujourd'hui devant une alternative cruciale : soit préparer la guerre en soutenant les visées de l'administration américaine en Syrie et au Proche-Orient, soit définir un rôle propre, indépendant et positif... (Pierre Laurent, Intervention au Sénat, 4 septembre 2013)

François Hollande et Laurent Fabius s'entêtent à placer la France à l'avant-garde d'une alliance occidentalo-atlantiste dirigée de l'arrière par les États-Unis... Devant ces insultes répétées faites à toute une

tradition de politique étrangère qui a longtemps fait de la France une puissance médiatrice au sein de l'arène internationale, le Parti de Gauche appelle le président de la République, s'il en est encore capable, à revoir sa politique dans le monde arabe. (PdG, Communiqué, 11 septembre 2013)

Les sociaux-chauvins vantent « toute une tradition de politique étrangère » : cela inclut-il l'invasion de l'Égypte avec Israël en 1956, le bombardement de la Syrie par De Gaulle en 1945 ? La défense de « la France » et la compétition inter-impérialiste conduisent non seulement à intervenir dans les affaires des autres États, ouvertement ou souterrainement, mais tout aussi fatalement à s'en prendre aux acquis sociaux, qui sont autant de handicaps pour la « compétitivité » française.

Voilà pourquoi les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, UNSA, FSU... siègent au « Conseil d'orientation des retraites » et toutes les « confédérations représentatives » ont participé à l'élaboration de la nouvelle attaque contre les retraites.

En effet, reprenant les méthodes de ses prédécesseurs, le gouvernement Hollande-Ayrault a soigneusement préparé le terrain de cette réforme. Sur le portail du gouvernement, on trouve la « feuille de route 2013 » issue de la Conférence sociale des 20 et 21 juin 2013 où l'on peut lire :

S'inscrivant dans le droit fil de la première grande conférence sociale de juillet 2012, elle a permis de conforter la méthode suivie depuis un an dans la conduite des réformes, méthode qui repose sur le dialogue social, la négociation et la concertation. La feuille de route sociale définie en juillet 2012 a été largement suivie, grâce à l'état d'esprit de confiance, de dialogue et de responsabilité qui s'était alors créé avec les acteurs sociaux et territoriaux. Cet état d'esprit a de nouveau présidé aux échanges de cette deuxième grande conférence sociale, malgré un contexte économique difficile qui engendre de fortes attentes des salariés, des demandeurs d'emploi comme des entreprises. La



Lepaon, secrétaire général de la CGT, à la conférence sociale



Lepaon, à Matignon

nouvelle feuille de route sociale pour l'année à venir indique, pour chacun des domaines, la méthode retenue (concertation préalable à une initiative gouvernementale, négociation entre partenaires sociaux, recours à une expertise préparatoire, etc.) et son calendrier.

C'est donc dans un « esprit de confiance et de responsabilité » que les directions syndicales ont négocié le projet de réforme des retraites durant tout l'été, apportant sur un plateau à Hollande et son gouvernement toutes les clés pour de nouvelles attaques.

Les directions de la CGT et de FO, mouillées jusqu'au cou, font diversion

La journée d'action du 10 septembre 2013 convoquée par les appareils syndicaux FO, CGT, FSU et Solidaires, non pour le retrait de la réforme des retraites, mais pour « une autre réforme » ou pour une « amélioration » de la réforme et pour « peser sur les choix du gouvernement » a rassemblé peu de manifestants et encore moins de grévistes (300 000 manifestants dans tout le pays, seulement 3 % de grévistes dans l'éducation...). La classe ouvrière et la jeunesse étaient convaincues dans leur grande majorité de la totale inefficacité de cette pseudo-mobilisation, sans pour autant voir nécessairement à quel point les appareils syndicaux soutiennent ce gouvernement dans son entreprise de faire baisser la valeur de la force de travail en s'attaquant au salaire différé que représente la retraite, comme ils ont été complices des gouvernements précédents.

Alors que le gouvernement PS-PRG-EELV va plus loin que les gouvernements RPR et UMP contre les retraites, le chef de la CGT le présente comme différent et même progressiste : « Avec ce gouvernement, tel qu'il est, les choses peuvent avancer » (Lepaon, L'Humanité dimanche, 5 septembre) et voit même, comme le chef de la CFDT, des « aspects positifs » à la contreréforme : « La pénibilité est reconnue ». Mailly, sur ce point, les suit :

Certains points, sur la pression exercée depuis plusieurs semaines, ont été pris en compte, telle la pénibilité (FO, Communiqué, 5 septembre 2013).

En réalité, il faudra 10 trimestres de pénibilité reconnue pour gagner 1 trimestre pour faire une formation, compenser un travail à temps partiel ou partir plus tôt à la retraite (*Réforme des retraites*, 27 août 2013, p. 4).

Mais les 20 premiers trimestres de pénibilité ne peuvent servir qu'à la formation. Et la définition de la pénibilité va être modifiée car le salarié devra avoir dépassé des « seuils de pénibilité ». Comme le gouvernement prévoit de prolonger la durée de cotisation de 9 trimestres, et qu'il faudrait 90 trimestres de travail

classé pénible pour compenser, soit travailler péniblement pendant 27,5 ans pour partir après 41,5 annuités de cotisations, la situation d'une petite minorité de salariés (de ceux qui ne vivent guère vieux) sera préservée (mais pas améliorée) alors que la grande majorité verrait sa pension amputée : où est « l'aspect positif » ?

La collaboration de classes éhontée des directions syndicales, dont les journées d'action sont le pendant, est, sans surprise, totalement couverte par le PCF et le Parti de Gauche qui n'en disent mot. LO emboîte le pas, à sa manière :

Sans réaction collective, sans opposition résolue, gouvernement et patronat continueront à faire les poches des travailleurs. Ce n'est pas la journée du 10 qui les fera reculer. Pour qu'ils stoppent leurs attaques, il faudrait que les travailleurs se lèvent en masse, par centaines de milliers, par millions, une journée, puis deux, puis trois... jusqu'à ce qu'ils soient contraints de reculer. (« Éditorial », Lutte ouvrière, 8 septembre 2013)

Comme si la multiplication des « journées d'action » (« une, puis deux, puis trois ») contre la grève générale, en 2010, n'avait pas débouché sur une grave défaite. Le seul reproche de LO aux bureaucrates syndicaux est d'être trop avares de journées d'action. Par contre, les travailleurs sont coupables de ne pas assez lutter.

Pour le NPA, qui, pas plus que LO, ne dénonce le dialogue social :

Cette journée doit être la plus massive possible afin de constituer une première étape à une mobilisation unitaire d'ampleur pour faire reculer ce gouvernement. (L'Anticapitaliste, 5 septembre 2013)

Vieille ritournelle de tous les centristes servie à chaque occasion pour justifier la politique des journées d'action sans lendemain, mais qui sont toujours présentées comme une « première étape »... alors qu'il ne s'agit que d'étapes vers la défaite organisée par les



mêmes chefs syndicaux qui ont participé à l'élaboration des attaques de Sarkozy ou de Hollande.

Hollande et le gouvernement avaient donc toutes les garanties nécessaires pour leur permettre d'avancer : maintien de tous les dispositifs mis en place par Fillon, Sarkozy et leurs prédécesseurs, hausse des cotisations pour les salariés, celles des patrons devant être compensées par la fiscalisation prochaine de leurs cotisations familiales, allongement de la durée de cotisation à 43 ans pour la retraite à taux plein. Pourtant c'est loin de faire le compte pour les capitalistes qui réclament la fin des régimes spéciaux et de celui des fonctionnaires, la retraite entière à 65 ou 66 ans et la mise en place de la capitalisation par points. Le budget 2014 en préparation va encore alourdir le fardeau pour les salariés.

Aucun répit pour la classe ouvrière

Le G20, réuni les 5 et 6 septembre, souligne dans son communiqué que : « La reprise est trop faible et les risques persistent ». Si les États-Unis sont en croissance depuis fin 2009, sans pour autant que les emplois augmentent en conséquence, si la zone euro est sortie de la récession puisqu'elle a enregistré une croissance de 0,3 % au 2e trimestre 2013, le PIB de la zone reste toutefois inférieur de 0,7 % par rapport à celui de la même période de 2012. Si la croissance a été de 0,5 % en France, de 0,7 % en Allemagne, dans le même temps, la Grèce, Chypre, l'Italie et l'Espagne sont toujours en dépression alors que les Pays-Bas eux-mêmes sont entrés en récession. Comme dans un système de vases communicants, quand la crise du capitalisme se fait moins aigüe dans les vieux pays industriels, elle rebondit où on ne l'attendait pas. La croissance ralentit dans les pays dits émergents, Brésil, Russie, Inde, Chine, conjoncturellement victimes du retrait des capitaux, notamment américains, et qui voient leurs monnaies chuter face au dollar.

Le cadre général de la crise capitaliste mondiale ouverte en 2008 est toujours présent, menaçant, il n'a pas été surmonté, mais simplement contenu par l'injection massive de milliers de milliards de monnaie par les gouvernements et les banques centrales dans l'économie mondiale, mais aussi grâce à la diminution de la valeur de la force de travail infligée aux prolétariats des États-Unis comme du Japon ou d'Europe.

Il n'y a aucune limite à l'avidité des exploiteurs, ni à la capitulation des partis réformistes. Pas moins de 6 ministres sont allés présenter leurs services à l'Université du Medef fin août, où son président, Pierre Gattaz, a clairement fixé l'objectif des patrons, dans son débat avec Moscovici :

50 milliards d'euros de baisse de cotisations en 5 ans, et 50 milliards de baisses d'impôts sur les entreprises. 100 milliards d'euros, c'est 20 milliards par an, rapporté à 1 150 milliards de dépenses publiques, ça fait 1,7 % de baisse de dépenses publiques, toutes nos entreprises font bien mieux que ça, en crise.

Ce à quoi le ministre PS de l'économie Moscovici s'est empressé de répondre servilement :

La hausse des cotisations patronales conséquente à la réforme des retraites sera intégralement compensée par une baisse des cotisations famille dès 2014 et pour l'intégralité du mandat, les prélèvements obligatoires qui pèsent sur les entreprises vont baisser, le CICE [crédit d'impôt compétitivité emploi, 6 milliards d'euros de cadeaux aux entreprises, NDLR] ne referme pas le dossier du coût du travail, il faut aller plus loin.

Et en écho à ces déclarations, le projet de budget 2014 prévoit que l'imposition des entreprises pèse moins sur « les facteurs de production », en réalité uniquement le capital. En même temps, les salariés seraient ponctionnés un peu plus par diverses suppressions d'abattement dans le calcul de l'impôt et par l'augmentation des taux de TVA. Par ailleurs, 15 milliards d'économies sont prévus par suppression de postes de fonctionnaires et réduction des crédits d'intervention et de fonctionnement.

Appuyé par le gouvernement, le patronat sort également renforcé par la collaboration de classe et le sabotage des luttes des appareils syndicaux. Après l'échec au printemps dernier de la longue grève laissée volontairement isolée par la direction LO de la CGT à PSA Aulnay et l'acceptation du plan de licenciement par toutes les directions syndicales du site [voir Révolution communiste n° 1], voilà que les patrons de PSA, méthodiquement, engagent de nouvelles attaques contre les ouvriers, cette fois sur la flexibilité du travail et sur le gel des salaires. Il s'agit, pour les patrons, « de réduire significativement l'écart de coût de production de 600 euros par voiture entre une citadine construite en France et en Slovaquie » (Philippe Varin, président du directoire de PSA, Le Figaro, 31 juillet 2013). La direction de la CGT organise des « débrayages » pour « faire pression sur les négociations », car elle accepte, comme toutes les autres directions syndicales, de négocier sur la base d'un tel programme...

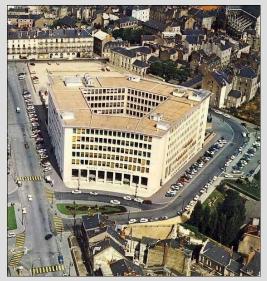
La classe ouvrière et la jeunesse doivent rompre avec la classe capitaliste et engager contre elle un combat résolu :

- Aucune intervention militaire en Syrie! Retrait des troupes françaises du Liban et des Émirats arabes unis!
- Démission des représentants syndicaux du Conseil d'orientation des retraites! Retrait du projet contre les retraites! Manifestation à l'appel des organisations syndicales à l'Assemblée pour empêcher son adoption!

14 septembre 2013

Appel de 25 postiers à tous les travailleurs, actifs, retraités ou en formation

Révolution communiste a reçu de ses correspondants cet appel discuté, amendé et signé aux mois de juillet et août par 25 travailleurs des chèques postaux de Nantes, 8 syndiqués à la CGT, 12 à SUD et 5 non syndiqués.



Nous, soussignés salariés et retraités des chèques postaux de Nantes constatons :

Une fois de plus, un gouvernement au service du capital entend porter un nouveau coup à nos retraites : il faudrait augmenter le nombre d'annuités cotisées ou repousser l'âge de départ en retraite ou baisser les pensions ou augmenter les cotisations des salariés ou encore augmenter le taux de CSG.

Pour cela, Hollande reprend le même argument fallacieux que Sarkozy et Chirac : les travailleurs vivraient trop longtemps (ils feraient aussi trop d'études et se soigneraient trop!) et il ne serait plus possible de prendre en charge l'entretien des plus anciens (ni la formation des plus jeunes, ni la santé de tous).

Pourtant, le même progrès scientifique et technique, qui a permis de vivre plus longtemps, a aussi permis, depuis 1945, des gains de productivité considérables. Il aurait dû permettre de travailler moins et moins longtemps tout en produisant ce dont ont besoin à la fois les actifs, les retraités et la jeunesse. Au lieu

de cela, l'industrie et l'agriculture détruisent régulièrement des emplois parce qu'elles produisent trop de marchandises qui ne trouvent pas preneurs faute de demande « solvable » (ceux qui en ont besoin n'en ont pas les moyens!).

Ce qui s'oppose à la prise en charge des plus âgés (comme des plus jeunes) c'est le système capitaliste. Ce mode de production (et de distribution) dans lequel une minorité vit dans des palaces, possède yachts et avions privés, (se nourrissant de notre travail autant que de la spéculation) tandis que l'écrasante majorité doit se contenter du minimum quand elle ne vit pas de la charité (restaurants du cœur, bourses aux vêtements) dans des logements insalubres. Ce qui s'y oppose, c'est un mode de production dans lequel l'appropriation privée des moyens de production (et des choix de ce qu'il faut produire) est contradictoire avec la production de ce qui est nécessaire pour tous et engendre régulièrement des crises (comme celle que nous connaissons depuis 2009). Crises qui mèneront à la guerre, si la classe ouvrière ne met pas fin à ce mode de production.

Nous, soussignés salariés et retraités des chèques postaux de Nantes déclarons :

Ceux qui produisent toutes les richesses entendent vivre dignement en activité comme en retraite.

Pas question qu'ils travaillent davantage et plus longtemps alors que dans le même temps la classe bourgeoise - celle devant qui l'actuel gouvernement Hollande, Ayrault, Taubira, Duflot se couche - continue d'être exonérée de cotisations sociales (notre salaire différé) et voit ses profits s'envoler. Les patrons doivent payer ou s'en aller!

- 37,5 annuités pour tous
- départ à 60 ans et 55 ans pour les travaux pénibles
- calcul sur les 6 meilleurs mois pour tous
- prise en compte des périodes de chômage et des stages
- indexations des pensions sur les salaires
- pas de retraites inférieures au SMIC.

Nous, soussignés salariés et retraités des chèques postaux de Nantes constatons :

Comme en 2010 sous Sarkozy et Fillon, les grandes manœuvres de la collaboration de classe ont recommencé avec le gouvernement Hollande : rapport et recommandations du COR (conseil d'orientation des retraites), sommet social avec le patronat et le gouvernement, consultations de la ministre Marisol Touraine... Comme en 2010, tous les responsables syndicaux ont répondu présents à chaque étape.

Comme en 2010, où l'énergie de la classe ouvrière a été gaspillée dans des actions inefficaces, les directions syndicales se préparent à nous refaire le coup des « journées d'action » et autres « grèves reconductibles » site par site, pour empêcher la grève générale.

Nous, soussignés, salariés et retraités des chèques postaux de Nantes déclarons :

Assez de la participation des syndicats dans des instances qui n'ont d'autre objectif que de faire baisser, de manière décisive, la valeur de la force de travail du prolétariat de ce pays. Ainsi que le permet désormais la loi de flexibilité du salaire, du temps de travail et de l'emploi votée par la majorité PS-PRG-EELV à la suite de la négociation par toutes les confédérations syndicales de l'ANI (qu'elles aient ou non signé l'accord au final). Assez de la négociation des attaques contre nos acquis (acquis arrachés de haute lutte, jamais par la discussion).

Continuer les discussions avec le gouvernement et le patronat, c'est aider l'ennemi de classe : c'est semer des illusions chez les travailleurs en laissant croire que les intérêts du capital et du travail pourraient être les mêmes ; c'est décourager les hésitants et c'est désarmer les salariés, les jeunes et les retraités qui sont prêts au combat.

Continuer ainsi, c'est préparer une défaite qui ouvrirait la porte à d'autres attaques contre la valeur de la force de travail du prolétariat de ce pays (notamment concernant la sécurité sociale et l'indemnisation du chômage), contre le droit aux études, etc.

Seule la grève générale est à même de faire reculer le gouvernement Hollande et le patronat!

Seul le combat résolu de notre classe contre le capital et ceux qui le servent peut nous permettre de maintenir les acquis et d'arracher nos revendications !

Pour cela, nous, salariés et retraités des chèques postaux de Nantes, au-delà de nos opinions ou appartenances politiques, exigeons de ceux qui parlent en notre nom :

Dirigeants de la CGT, de FO, de la FSU, de SUD, de l'UNSA et de l'UNEF

- Cessez toute discussion avec le patronat et le gouvernement Hollande
- Lancez un ultimatum au gouvernement pour qu'il renonce à toute attaque contre les retraites
- Appelez à la grève générale jusqu'au retrait du projet si, malgré tout, celui-ci devait voir le jour

Pour cela, nous, salariés et retraités des chèques postaux de Nantes, quelles que soient nos opinions ou appartenances politiques, appelons les travailleurs :

A s'organiser pour que les syndicats soient au service des salariés, à imposer des Assemblées Générales démocratiques, l'élection de comités de grève, leur centralisation dans chaque ville et dans tout le pays. Pour qu'ainsi, les producteurs eux-mêmes soient en capacité de paralyser la production capitaliste, d'organiser le ravitaillement et de faire plier le patronat et le gouvernement qui le sert!

Et pour avancer dans cette voie, à reprendre cet appel à leur compte, à le faire connaître, à adresser leurs signatures aux directions syndicales et à nous communiquer les signataires d'accord pour rendre public leurs noms, à l'adresse suivante :

pourdéfendrenosretraites@laposte.net

L'économie française en déclin, les capitalistes à l'offensive

La persistante instabilité de l'économie mondiale

Depuis l'éclatement de la crise capitaliste en 2007-2008 et la récession (une baisse du PIB mondial durant 6 mois) en 2009 – la première depuis 1945 – l'économie mondiale a connu une reprise de la croissance économique, avec +4 % du PIB mondial en 2010 – ce qui est loin des chiffres de croissance pré-crise – puis a ralenti en 2011-2012. La croissance ne devrait pas dépasser 2 % en 2013, le chiffre le plus bas depuis le début des années 1990.

Les puissances économiques nouvelles - le Brésil, l'Indonésie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du sud, parfois désignés comme les Brics - qui ont porté la croissance économique mondiale ces dernières années montrent des signes de fléchissement. La croissance économique chinoise, qui serait restée supérieure à 9 % en 2009, lorsque la plupart des autres pays voyaient leur PIB baisser, s'est réduite à moins de 8 % en 2012, une tendance qui devrait se poursuivre en 2013. Au Brésil, le taux de croissance pour 2012 n'est que de 1 %, contre 7,5 % en 2010. En Inde, la croissance, qui fut de 8 % en moyenne entre 2006 et 2011, n'atteindra pas 5 % en 2013, pour la première fois depuis dix ans... À cela s'ajoutent les attaques spéculatives dont les monnaies de ces pays sont victimes. Depuis début 2013, la roupie indienne a perdu près de 25 % de sa valeur face au dollar, le real brésilien a perdu 20 %... à tel point que leurs banques centrales ont été contraintes de relever leur taux directeur ou de dépenser leurs réserves de devise pour racheter leur monnaie sur les marchés des changes, afin d'en soutenir le cours.

Les puissances économiques anciennes, quant à elles, ne sont pas au mieux. La zone euro sort à peine d'une longue récession. Depuis 2008, elle a perdu 2,2 % de son PIB. Après avoir continuellement diminué depuis fin 2011 – la plus longue récession depuis la dernière guerre mondiale –, le PIB de la zone euro a augmenté de 0,3 % au deuxième trimestre 2013. Ce chiffre repose essentiellement sur l'Allemagne (0,7 %) et dans une moindre mesure sur la France (0,5 %). Les pre-

Parts dans le PIB mondial (%)

	Etats-Unis	Chine	Japon	Allemagne	Royaume-Uni	France
1973	22	4,6	7,7	5,9	4,2	4,5
1998	21,9	11,5	7,7	4,5	5,5	5,4
2010	19,8	15,6	5,8	4	2,9	2,9

(source : FMI)

mières victimes de la crise (Grèce, Espagne, Italie, Irlande) sont toujours en dépression, alors que les Pays-Bas sombrent dans la récession.

L'économie française stagnante...

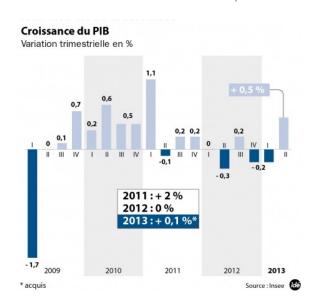
La France n'a plus la puissance économique qu'elle a eue par le passé, ce dont le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a fait état en remarquant que « depuis 20 ans, le France a perdu de la compétitivité » (Le Figaro, 15 mai 2013).

En parité de pouvoir d'achat, le PIB de la France en 2010 est le 9^e mondial, ce qui en fait un impérialisme de second rang. Le capitalisme français représente 2,9 % du PIB mondial, contre 4,3 % en 1973 ; il est en perte d'influence, tout comme l'ensemble des vieux impérialismes, et il prend même du retard face à son vieux rival allemand.

Sa part dans les exportations mondiale était de 4,7 % en 200, elle est passée à 2,1 % en 2012. (l'Allemagne de 8,6 à 7,9 %, la Chine de 3,9 à 11 %).

En 2012, les implantations internationales en France ont chuté de 13 % par rapport à l'année passée, ce qui la place à la troisième place européenne en la matière, derrière le Royaume-Uni et l'Allemagne; « les investisseurs étrangers pourraient désormais classer la France parmi les localisations secondaires, aux côtés de l'Italie et de l'Espagne » (Le Monde, 6 juin 2013). Il en découle que son rôle dans la politique mondiale tend à décliner aussi.

À la mi-2011, en raison notamment des signes de ralentissement de l'économie mondiale, l'économie



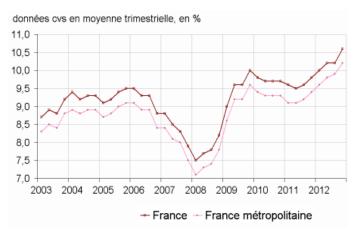
française se mit à stagner et, en octobre 2011, l'activité diminua de nouveau. Le taux de croissance fut nul en 2012. Plus inquiétant encore pour la bourgeoisie française, le taux de profit en France - estimé par le taux de marge (le rapport entre l'excédent brut d'exploitation, c'est-à-dire le profit dégagé, et la valeur ajoutée, c'est-àdire la richesse supplémentaire issue de la production) - a atteint en 2012 son minimum depuis 1985, à 27,9 %, soit 2,5 points de moins que la moyenne 1988-2007. L'investissement des entreprises en 2012 diminuait de 1,9 %, la production industrielle reculait de 2,2 %... Depuis 2008, l'investissement des entreprises a baissé de 7,8 %, l'investissement public de 8,2 %. En 2012, le pouvoir d'achat baissait, de 0,9%, pour la première fois depuis 1984. L'activité ne reculait pas plus en raison du maintien du niveau de consommation (+1,4 %), qui n'est pas lié à la hausse des revenus, encore moins des salaires, mais à la désépargne. Le taux d'épargne, qui avait atteint un sommet à 17 % en 2011, a chuté à 15,6 % en 2012.

Pour 2013 le gouvernement n'a cessé de réduire sa prévision de croissance, d'abord 1,7 % puis 1,2 % puis 0,8 % puis 0,3 % et enfin 0,1 % – « il ne sert à rien d'afficher des objectifs s'ils ne peuvent pas être atteints » (Hollande, Le Monde, 12 février 2013) – tout en rejetant la responsabilité sur la conjoncture internationale en invoquant « la chute de la demande européenne » (Hollande, Le Figaro, 15 mai 2013), et en jugeant s'être mieux tiré d'affaire que les autres, puisque la France aurait été « moins impactée que ses voisins » (idem).

... avec pour conséquence un renforcement de l'armée salariale de réserve

En 2012, le nombre de chômeurs augmentait de 18,3 %; depuis 2008, il a augmenté de 55 %. Le taux de chômage de catégorie A (les personnes qui n'ont pas exercé d'activité rémunérée au cours du mois de réfé-

Taux de chômage (chômeurs / population active) / Insee



rence), qui était de 7.5 % en 2008, de 10.2 % en 2012, devrait atteindre 11.2 % en 2013, égalant ainsi le record de 1994-1997.

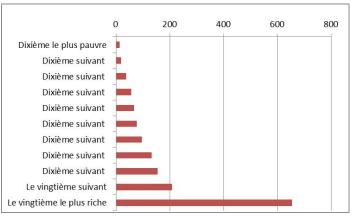
Cette hausse du chômage s'accompagne également d'une hausse de la précarité dans le travail. En plus de la casse du code du travail résultant de l'ANI, de la facilitation des licenciements (1,2 million de ruptures conventionnelles), 84,3 % des embauches se faisaient en CDD dans les entreprises de 50 salariés et plus au premier trimestre 2013.

Ces chiffres s'accompagnent naturellement d'un creusement des inégalités. En 2012, 8,6 millions de personnes en France vivent en-dessous du seuil de pauvreté – il équivaut à 964 € par mois, c'est-à-dire 60 % du revenu médian –, un triste record depuis 1945. Cela correspond à 14 % de la population. 6,2 % des travailleurs – soit 1,5 million – vivent dans cette situation ; c'est également le cas de 40 % des immigrés en situation régulière. 2,1 millions de personnes vivent même en situation d'extrême pauvreté – un revenu inférieur à 642 € par mois, soit 40 % du revenu médian.

En outre 12,6 % des habitants n'ont pas accès « aux principaux droits fondamentaux, comme l'accès à un logement, au système de santé, au système bancaire, au système éducatif ou à la formation », soit une pauvreté « en conditions de vie » (Rapport du gouvernement sur la pauvreté en France, p. 16, décembre 2012). 3,5 millions de personnes déclarent souffrir du froid dans leur logement, 15 % d'entre eux ont renoncé aux soins pour des raisons financières. Il apparaît donc que 26,6 % de la population souffre de pauvreté monétaire ou de pauvreté « en conditions de vie ».

À l'opposé, les 500 premières fortunes de France ont vu leur patrimoine augmenter de 25 % en 2012 – de 300 % sur les dix dernières années–, pour un total de 330 milliards d'euros, ce qui représente 15 % du PIB national et 10 % du patrimoine financier du pays. En d'autres

Évolution du niveau de vie mensuel entre 2005 et 2010 en euros 2010 / Alternatives économiques









termes, un dixième de la richesse nationale est entre les mains d'un cent millième de la population.

C'est précisément cette classe bourgeoise que la politique économique du gouvernement PS –EELV-PRG cherche à satisfaire, comme toutes les oppositions parlementaires, celle du FN et de l'UMP, comme celle du PCF et du PdG.

Un gouvernement au service de la bourgeoisie, contre les travailleurs

Comme en témoigne Michel Sapin, Ministre du travail, en évoquant un État « totalement en faillite » (Radio J, 27 janvier 2013), en écho au chef du précédent gouvernement – « je suis à la tête d'un État qui est en situation de faillite » (François Fillon, Europe 1, 21 septembre 2007) –, la politique économique se situe dans la continuité de la précédente, sans modification significative.

Le gouvernement est aux côtés du capital, qu'il appelle pudiquement « entreprises » : « Président des entreprises pour notre pays, oui. ». (François Hollande, TF1, 16 septembre) ; « les entreprises doivent se sentir entièrement soutenues » (Jean-Marc Ayrault, Les Échos, 18 avril 2013). Elles le sont effectivement, comme en témoignent 5,7 milliards d'euros de cadeaux déjà dégagés du Crédit d'impôt compétitivité-emploi- sans aucune contrepartie. La part de la valeur ajoutée des entreprises consacrée aux impôts et cotisations sociales - elle est de 25,4 % en 2012, contre 26 % en 2006 - pourrait chuter à 24 % avec le CICE.

Le FMI - « les autorités ont fait des progrès significatifs » (Le Point, 4 juin 2013) - et le patronat français -« j'ai toujours soutenu l'approche de François Hollande sur toutes les questions économiques et sociales car c'est une approche de dialogue, de concertation réelle » (Laurence Parisot, Les Échos, 18 juin 2013) - ne s'y sont pas trompés. Après avoir allégé les entreprises de moins de 50 salariés de l'obligation de publier leurs comptes, le gouvernement envisage encore des aides aux entreprises à hauteur d'un milliard par an en 2014 et en 2015. Les PDG des 98 plus grandes entreprises de France ont exigé 60 milliards d'économies. Précisément la loi de programmation 2013-2017 prévoit 60 milliards de baisse des dépenses publiques.

En revanche, les travailleurs, dont des centaines de milliers ont été victimes de plans sociaux, sont moins bien lotis par ce que le gouvernement se refuse à nommer l'austérité, sous prétexte qu'« il faut aller voir en Espagne ce qu'est l'austérité, il faut aller voir au Portugal ce qu'est l'austérité » (Jean-Marc Ayrault, RTL, 12 avril 2013), en écho à François Fillon – « ce que nous faisons n'a rien à voir avec ce que font d'autres pays européens, je pense à l'Italie, à l'Espagne, au Portugal, à l'Irlande, sans parler de la Grèce » (TF1, 24 août 2011).

La prétendue austérité budgétaire ne s'applique pas aux patrons, ni aux services secrets, à la police, aux prisons ou aux interventions militaires. Les gouvernements de la zone euro ont tous foulé aux pieds les règles de déficit de l'Union européenne en 2009. Ils s'en souviennent, quand cela les arrange, pour diminuer les dépenses publiques qui profitent surtout aux travailleurs et augmenter les prélèvements qui pèsent surtout sur les travailleurs.

Nous avons à donner des gages de sérieux budgétaire en 2014 et notamment des économies qui devront être faites dans tous les budgets, de l'État, des collectivités locales, de la Sécurité sociale, pour que nous puissions continuer à réduire nos déficits publics. (François Hollande, Le Monde, 23 février 2013)

Selon l'OFCE, une institution keynésienne, ramener le déficit à 3 % en 2014 amputerait 2,6 points de PIB en

2013 et 2 points en 2014, du fait de la contraction à la fois de la demande intérieure et de la demande extérieure résultant de la restriction budgétaire. Cette institution prétend donc pouvoir limiter les effets de la crise avec une relance de la demande, ce qui n'est qu'illusion, tant la seule possibilité pour en finir avec les crises est d'en finir avec le capitalisme.

Sous prétexte d'atteindre 3 % de déficit budgétaire – et 0,5 % de « déficit structurel », le gouvernement Hollande-Ayrault prend des mesures anti-ouvrières, avec notamment 6 milliards de hausse de la TVA, avec une baisse des crédits de fonctionnement des ministères de 7 % en 2015, de 4 % en 2014, de 4 % en 2015, la « révision générale des politiques publiques » ayant été troquée pour la « modernisation de l'action publique ». Depuis le début du quinquennat, 28 000 postes de fonctionnaires ont été supprimés...

Le prétendu « ennemi de la finance »

L'État français détient encore 100 % de la Poste, 100 % de la SNCF, 84 % d'EDF, 37 % de GDF Suez... Même si les conquêtes sociales de ces entreprises ont été considérablement rognées, les capitalistes les trouvent intolérables, ainsi que l'idée que la propriété publique pourrait être plus efficace que la propriété privée et l'anarchie capitaliste. Dans toute l'histoire du pays, le gouvernement ayant le plus privatisé entre 1997 et 2002 regroupait le PS et le PCF. Le gouvernement actuel poursuit la besogne. Il a déjà cédé 3,12 % du capital de Safran, 3,66 % du capital d'EADS, 9,5 % du capital d'Aéroports de Paris :

Nous envisageons que dans un certain nombre d'entreprises publiques où le taux de participation de l'État est très important nous puissions dégager une partie pour financer de l'investissement. (Jean-Marc Ayrault, *TF1*, 5 mai 2013)

Le candidat Hollande prétendait lors de sa campagne que son ennemie était « la finance » et qu'il saurait éviter les crises financières en séparant les activités de dépôt et les activités d'investissement des banques.

Pourtant, Hollande poursuit les libéralités de Sarkozy aux banques en difficulté : ainsi, le groupe Dexia a déjà coûté 12 milliards d'euros aux contribuables français et belges.

Même si la séparation des activités n'empêcherait absolument pas le retour d'une crise bancaire, comme le prouve l'exemple des États-Unis en 2008, puisque les groupes à l'origine de la crise financière étaient spécialisés: par exemple, Lehmann Brothers était une banque d'affaires. Inversement les groupes européens du continent, sur le modèle de la « banque universelle », avaient mieux résisté. Mais, face aux réclamations des

banquiers français, reçus solennellement à l'Élysée le 9 juillet, le gouvernement a édulcoré son projet si bien que la loi limite à 5 % l'activité des banques devant être soumise à une telle séparation.

Tous les réformateurs du capitalisme trompent les travailleurs et les enchaînent à leurs exploiteurs

Une fois au pouvoir, le PS a flexibilisé le temps de travail et les salaires, il s'apprête à porter un nouveau coup aux retraites, avec la complicité des bureaucraties syndicales et des autres partis réformistes.

Il faut d'autres réformes ! (Solidaires, 26 août 2013) La CGT considère qu'une réforme est nécessaire. (Thierry Lepaon, Lettre à Jean-Marc Ayrault, 26 août 2013)

Début juillet, le PdG, le PCF, le NPA, certains militants du PS, les directions CGT et FSU... signaient un texte intitulé « Ensemble défendons nos retraites », qui visait à protéger le gouvernement. Dans ce texte, il n'est pas question d'abroger les attaques de 1993, 2003, 2007 et 2010, mais de les « remettre en cause »; il n'est pas question de lutter pour la diminution du temps de travail et l'échelle mobile mais de demander un « partage de la richesse produite »; il n'est pas question de revenir sur les exonérations patronales, mais de se lamenter sur « la récession qui... diminue les cotisations patronales »...

Mais aucune « relance » n'est satisfaisante à la fois pour les capitalistes « français » et pour les prolétaires « français » qui seraient unis face aux menaces étrangères.

Toute politique économique, dans le cadre du capitalisme pourrissant, qu'elle soit « libérale » ou « keynésienne », qu'elle soit libre-échangiste ou protectionniste, débouche sur la précarité, l'allongement du temps de travail et de la vie de travail, les attaques contre les travailleurs immigrés, l'impôt supporté avant tout par le peuple, l'inflation, le militarisme et, pour finir, sur la guerre .

La seule politique en défense des intérêts ouvriers, c'est la rupture de la collaboration de classe, dont l'exigence du retrait de la contre-réforme contre les retraites, l'échelle mobile des salaires et des heures de travail. Il faut rompre l'enchaînement sans fin des gouvernements bourgeois pour faire place à un gouvernement ouvrier qui arme les travailleurs, qui collectivise les moyens de production et les banques et planifie en fonction des besoins de la population.

15 septembre 2013

Égypte : dehors la junte militaire ! Pour un parti ouvrier indépendant de toutes les fractions de la bourgeoisie !

L'affrontement de deux fractions de la bourgeoisie plonge le pays dans le chaos

Les généraux ont déclenché un coup d'État le 3 juillet, avec le soutien des « foulouls » post-nasséristes (les partis issus du PND de Moubarak), des prétendus « démocrates » ou « libéraux » (« Wafd », PEL...), des néo-nasséristes (CP...) et des ex-staliniens (PCE).

Les forces armées égyptiennes en se ralliant à la volonté du peuple, ont repris à leur compte les exigences du peuple et annoncé la feuille de route pour faire tomber le régime des Frères et de leurs alliés des forces de la droite religieuse... C'était la première fois que les forces armées égyptiennes agissaient contre la volonté américaine depuis plus de 40 ans. C'était aussi la première fois que le peuple égyptien de toutes les obédiences, toutes les forces politiques et institutions sont unis pour corriger la trajectoire de la révolution et commencer à élaborer une constitution civile et démocratique pour le pays, pour sortir de la dépendance et de la servilité... Nous considérons que la révolution du peuple égyptien du 30 juin constitue une correction de la trajectoire de la révolution du 25 janvier et une extension de toutes les phases de la révolution nationale démocratique qui a commencé avec la Révolution Orabi en 1881 et s'est poursuivie à travers les révolutions de 1919 et de 1952... (Parti communiste égyptien, La Révolution du 30 juin, 3 août 2013)

Depuis 80 ans, la « révolution nationale démocratique » serait à l'ordre du jour, reléguant la révolution socialiste à un avenir lointain. La révolution par étapes sert à légitimer le « front uni anti-impérialiste » avec les partis bourgeois et « les forces armées ». Selon les réformistes, l'armée ne serait pas bourgeoise, ne serait pas l'axe de l'État bourgeois, mais serait en rupture avec l'impérialisme américain, elle serait passée au service du « peuple », toutes classes confondues, comme au bon temps où le colonel Nasser exécutait les ouvriers grévistes et interdisait le PCE.

Il faut commencer par la milice ouvrière, pour nous acheminer d'un pas ferme et souple, en observant la graduation nécessaire, vers l'instauration de la milice populaire, vers la substitution de l'armement général du peuple à l'armée et à la police. (Vladimir Lénine, Catastrophe inéluctable et promesses démesurées, 29 mai 1917, Œuvres complètes t. 24, p. 441)

Pour les opportunistes, il faudrait que le prolétariat se soumette à une fraction de la classe dominante, pour certains aux islamistes (comme le Parti communiste libanais aujourd'hui ou le Parti Toudeh en Iran en 1979), pour d'autres aux militaires qui se présentent comme les « sauveurs suprêmes » de la nation. C'était déjà criminel avec le général Mustafa Kemal, le général Tchang Kaï-Chek, le général De Gaulle, le colonel Nasser, le colonel Perón, le colonel Chavez... Cette affabulation devient grotesque avec le général Al-Sissi!

L'indépendance d'un État arriéré sera inévitablement à moitié fictive et son régime politique, sous l'influence des contradictions de classe internationales et de la pression extérieure, tombera inévitablement dans une dictature contre le peuple... (Léon Trotsky, La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, 23 mai 1940, Cahier bolchevik n° 7, p. 22)

Les révisionnistes du « trotskysme » répètent en fait les trahisons du stalinisme. Les Socialistes révolutionnaires (liés au SWP britannique et à l'ISO américaine, valorisés par le NPA français) ont minimisé le coup d'État militaire, en en faisant le couronnement de ce qu'ils appellent, comme le PCE, la « seconde révolution »

Ce qui est arrivé en Égypte constitue l'apogée de la démocratie, une révolution de millions de gens pour renverser directement un dirigeant. En ce qui concerne l'éviction de Morsi par les militaires, elle n'a été rien d'autre qu'une conclusion logique, dès lors que l'institution militaire a compris que les masses avaient déjà résolu la question dans les rues et sur les places d'Égypte. (Socialistes révolutionnaires, Résolution, 30 juin 2013)

Qui plus est, les centristes ont demandé à la junte de nommer un bon gouvernement et au futur gouvernement désigné par la junte de mener une bonne politique.

Quel que soit le prochain Premier ministre, il doit venir des rangs de la Révolution de Janvier. Nous exigeons que les priorités du gouvernement à venir soient des mesures immédiates pour réaliser la justice sociale au bénéfice des millions de pauvres et des salariés à plus bas revenus... (Socialistes révolutionnaires, Résolution, 6 juillet 2013)

En réalité, le Conseil des forces armées et son gouvernement de façade ont suspendu les libertés démocratiques le 4 août. Ils ont arrêté le président élu, réprimé la grève des ouvriers de la sidérurgie à Suez, renforcé le blocus de Gaza, écrasé de manière sanglante la riposte des Frères musulmans et libéré Moubarak.

Depuis le coup, les milices fascistes des Frères musulmans et du « Hebz al-Nour » (Parti de la lumière, salafiste) ont multiplié les attaques contre les chrétiens coptes, une cible habituelle des réactionnaires, qu'ils soient glabres ou barbus, en uniforme ou en robe.

Les islamistes et les généraux sont les deux faces de la réaction

Morsi est soutenu par la Turquie et le Qatar, alors que l'état-major jouit de l'appui politique et financier de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis. Aucun de ces gouvernements, spécialement les monarchies policières, misogynes et cléricales du Golfe, ne constitue un garant des libertés démocratiques et du progrès social.

Aucune leçon de démocratie ne peut venir non plus des gouvernements des États-Unis, de l'Allemagne, de la France et de la Grande-Bretagne qui n'avaient pas ménagé leur soutien à Moubarak ou à Ben Ali auparavant et qui se sont ralliés aux partis islamistes pour gouverner la Libye, la Tunisie et l'Égypte. Les gouvernements américains avaient déjà soutenu les Frères musulmans de 1952 à 1991. Grâce à leur soutien populaire, les FM paraissent en 2012 un barrage crédible contre la révolution sociale qui s'esquisse en février 2011. Quelque soient les partis à sa tête, chaque État bourgeois « démocratique » défend les intérêts de sa bourgeoisie, pactise avec l'État colonial sioniste et tente de maintenir l'ordre impérialiste en Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest.

C'est le morcellement de la bourgeoisie en un grand nombre de secteurs, de fractions et de factions qui a si souvent trompé le peuple. On renverse une section et l'on croit avoir renversé toute la bourgeoisie, mais on a simplement mis au pouvoir un autre secteur. (Friedrich Engels, Lettre à Laura Lafargue, 8 octobre 1889, in Marx, Engels et la 5º République, ES, p. 233)

Fin janvier 2011, l'armée relaie la police débordée par la puissance des manifestations et le début de grèves massives. En concertation avec les services secrets américains, le Conseil suprême des forces armées lâche Moubarak pour prendre le pouvoir le 11 février. S'ensuit une période d'interdiction des grèves, de répression, de torture de centaines de personnes, de persécutions des chrétiens. En juin 2012, le CSFA dissout l'Assemblée élue en 2012 avec une majorité de députés cléricaux (45 % des voix pour les Frères musulmans, 25 % pour Al Nour). Pour l'élection présidentielle, la junte écarte sous un prétexte la candidature du capitaliste Khairat al-Chater, présenté

par les FM. Finalement, le candidat de la junte, Ahmed Chafik, premier ministre d'Hosni Moubarak et ancien général, est battu par Morsi au second tour. Après des tractations avec les FM, l'armée leur transmet le pouvoir mais conserve ses entreprises et ses subventions de l'État américain.

En 2011, les Frères musulmans s'étaient ralliés au mouvement contre Moubarak initié par la jeunesse. Les cléricaux prétendent : « l'islam est la solution ». Mais l'islamisme, en pratique, n'est autre que le capitalisme avec plus d'obscurantisme et d'oppression. Morsi maintient le traité avec Israël. En octobre 2012, les bandes islamistes attaquent les manifestants de la place Tahrir mais les jeunes révolutionnaires parviennent à les chasser. Le gouvernement Morsi tente d'interdire les syndicats indépendants. En novembre 2012, le président Morsi s'attribue les pleins pouvoirs. En décembre 2012, l'Assemblée constituante renforce le rôle de l'islam (la charia était déjà une référence de la précédente constitution). Le gouvernement fait ratifier à la hâte le projet de constitution. Tant lors du coup institutionnel qu'avant le référendum, les bandes islamistes tentent d'intimider les opposants. Des dizaines de jeunes femmes qui manifestent sont isolées et violées par des bandes mal identifiées. Ce qui est bien établi est que les milices islamistes séquestrent et torturent des dizaines d'opposants. Le capitalisme égyptien s'enfonce dans la dépression qui a débuté sous la junte, ce qui entraîne la dépréciation de la livre, l'inflation galopante, la montée du chômage... La popularité du gouvernement s'effrite, alors que les grèves se multiplient puis que des millions de manifestants exigent sa démission en juin 2013.

C'est l'armée qui le renverse en le taxant de « terroriste » pour légitimer le putsch.



Les révolutions du 18^e siècle ont souvent pris la forme d'une assemblée constituante qui a diminué l'arbitraire et accordé des droits aux masses. Malgré leur caractère bourgeois, leur radicalité a donné un exemple historique à la future classe révolutionnaire, le prolétariat, en particulier par l'armement de la population.

Il importe que chaque homme du peuple bon pour le service soit doté d'une arme et qu'il conserve celle-ci à son domicile. Ce n'est pas principalement pour des raisons d'économie que nous réclamons l'armée populaire au lieu de l'armée permanente, ce n'est pas pour échapper à des sacrifices financiers, mais pour dépouiller du mauvais usage qui en est fait l'arme du militarisme qui aujourd'hui est employée à l'occasion contre l'« ennemi intérieur », à savoir contre la montée de la classe ouvrière et contre ses luttes de masses, mais exclusivement pour des buts défensifs contre un ennemi de l'extérieur, mais aussi si besoin est pour la défense des masses populaires contre des aspirations putschistes d'un gouvernement traître. (Rosa Luxemburg, L'Armée nouvelle de Jean Jaurès, juin 1911, Le Socialisme en France, Belfond, p. 238)

Mais une assemblée convoquée par la junte ou par les Frères musulmans ne peut être que contrerévolutionnaire. Les réunions constituantes aux mains des militaires en 2011 ou des islamistes en 2012 se sont révélé des simulacres de démocratie. Aucune constitution émanant de l'état-major ou des islamistes ne peut être vraiment démocratique. Lors de l'élection présidentielle de 2012, la junte a sélectionné les candidats, comme les ayatollahs l'ont fait en Iran en 2013. Un an après, l'état-major a renversé le président élu. Un démocrate ne doit-il pas, s'il veut parler de nouvelles élections, reconnaître et souligner le principe de la démocratie, c'est-à-dire le droit pour la population de révoquer à tout moment ses élus, ses mandataires, ses représentants quels qu'ils soient ? (Vladimir Lénine, Encore un reniement de la démocratie, 31 mai 1917, Œuvres complètes t. 24, p. 449)

Ni les galonnés, ni les bigots ne peuvent garantir les libertés, instaurer la laïcité, assurer l'indépendance nationale, émanciper les femmes, confier la terre aux paysans, développer l'économie, secourir réellement les Palestiniens...

La collaboration de classes au sein de Tamarrod a préparé le coup d'État

Le terrain politique du coup d'État a été préparé par la constitution d'une alliance de collaboration de classes nommée « Tamarrod » (Rébellion), patronnée par un certain nombre de capitalistes (Naguib Sawiris, Mamdouh Hamza...), de hauts magistrats hérités de Moubarak, de grands médias et, dans l'ombre, par les services secrets du ministre de la Défense de Morsi, le général Al-Sissi.

Tamarrod unifie alors tous les partis bourgeois opposés aux Frères musulmans, en partant des dignitaires de Moubarak (« foulouls » de l'ex-PND) jusqu'aux fanatiques musulmans (salafistes d'Al Nour). Tragiquement, l'ensemble des organisations politiques ouvrières (Parti communiste égyptien, Socialistes révolutionnaires, Mouvement du 6 avril, Parti socialiste d'alliance populaire, Parti socialiste égyptien) a cautionné, par leur participation enthousiaste, le bloc dirigé par la bourgeoisie.

Les socialistes se sont impliqués à fond dans Tamarrod. Nous avons trouvé un accueil enthousiaste pour signer la pétition dans les quartiers ouvriers. (Samuel Naguib, Entrevue, juin 2013, cité dans International Socialism Journal n° 139)

De fait la géniale campagne Tamarrod a su mobiliser toutes les variétés de rejet populaire de la domination des Frères musulmans à travers une campagne de signatures à laquelle ont répondu plus de 22 millions de personnes en moins de deux mois. Elles ont été recueillies par toutes les organisations, les classes et les catégories du peuple égyptien, même au sein des institutions de l'État et des organismes dans tous les gouvernorats d'Égypte. (Parti communiste égyptien, La Révolution du 30 juin, 3 août 2013)

En réalité, la perspective de Tamarrod est entièrement bourgeoise, sans même la moindre concession aux revendications pressantes des salariés : une « élection présidentielle anticipée » et, en attendant, une « présidence par intérim » confiée au président de la Haute cour constitutionnelle (désigné par Moubarak) et un pouvoir exécutif remis à « un Premier ministre consensuel » chargé du sauvetage de l'économie, de la restauration de la sécurité et de la rédaction de la nouvelle Constitution.

Quelques heures avant le coup d'État, Mahmoud Badr et Mohamed Abdelaziz, les rédacteurs de la pétition Tamarrod, rencontrent le général Al-Sissi, le chef de la junte militaire.

Il n'y a plus de parti ouvrier de masse depuis la liquidation du Parti communiste égyptien par la bureaucratie de l'URSS dans le nationalisme bourgeois, au nom du front uni anti-impérialiste et de la révolution par étapes. Les syndicats indépendants sont divisés artificiellement en deux confédérations et leurs appareils sont en collaboration grandissante avec les bureaucraties syndicales corrompues d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest. Les organisations politiques qui se réclament de la lutte des classes et du socialisme se comportent en auxiliaires de la classe dominante, des exploiteurs. Le PCE et le PSE (une organisation qui participait à la conférence méditerranéenne organisée par le NPA en mai 2011 à Marseille) soutiennent au premier tour de l'élection présiden-

tielle de 2012 la candidature du Karama (Parti de la dignité, néo-nassérien).

Les forces du camp révolutionnaire auraient dû faire de Hamdeen Sabbahi leur candidat unique. (Mamdouh Habaschi, Après les présidentielles, 25 juin 2012, Inprecor n° 585)

Les SR se sont formés dans le cadre de la Tendance socialiste internationale et revendiquent, à ce titre et comme le PCE, le « front uni anti-impérialiste ». Historiquement, ce courant révisionniste est né en 1950 de la capitulation de Cliff devant son impérialisme quand celui-ci a participé à l'agression américaine contre la révolution chinoise. Dans les années 1990, il s'adapte à la montée de l'islamisme.

Là où les islamistes sont dans l'opposition, notre règle de conduite doit être : avec les islamistes parfois, avec l'État jamais. (Chris Harman, Le prophète et le prolétariat, 1994, Islamisme et révolution, SI, p. 77)

En 2004, le SWP britannique monte un front populaire avec des capitalistes musulmans (Respect). En 2012, les SR égyptiens soutiennent la candidature des Frères musulmans au second tour de l'élection présidentielle.

La victoire de Morsi, le candidat des Frères Musulmans, constitue un important acquis qui repousse

Les partis en Égypte

Al-Nour (La Lumière). حزب النور Parti bourgeois clérical fondé en 2011 qui concurrence les FM sur leur droite. Soutenus par l'Arabie saoudite.

Courant populaire (CP). التيار الشعبي المصري Petit parti bourgeois nationaliste néo-nassérien. Son candidat Hamdîn Sabbahiat a obtenu 20,7 % des voix au premier tour de la présidentielle de 2012.

Frères musulmans (FM). جمعية الأخوان المسلمين Vieux parti bourgeois clérical fondé en 1928 pour imposer la charia. Il est lié aux « Officiers libres » mais rompt avec Nasser en 1954. Seul parti de masse aujourd'hui. Ses ressources financières viennent des exploiteurs (capitalistes, propriétaires fonciers) et du Qatar. La fraternité dispose d'un réseau de charité, dont 23 hôpitaux. Sous l'étiquette PLJ, son candidat Morsi a obtenu 24,8 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 et 51,75 % au second tour.

Front du salut national (FSN). جبهة الإنقاذ الوطني Coalition de 2012 des partis bourgeois hostiles aux islamistes (CP, PLE, Wafd, PdlC, PDSE...), rejointe par toutes les petites organisations ouvrières (PSE, SR, PCE...).

Mouvement du 6 avril (M6A). حركة شباب 6 أبريل Mouvement de jeunes fondé en 2008. Actif dans le soulèvement de la place Tahrir en 2011.

Parti des Égyptiens libres (PEL). حزب المصريين الأحرار Parti bourgeois libéral fondé par Naguib Sawiris, milliardaire copte à la tête du groupe Mobinil (télécoms).

Parti communiste d'Égypte. Né de l'adhésion du Parti socialiste égyptien à l'Internationale communiste en 1922. Il anime alors la CGT. Tous les deux sont réprimés en 1924 et disparaissent.

Parti communiste égyptien (PCE). الحزب الشيوعي المصري A la fin des années 1930, émergent un certain nombre d'organisations qui appliquent le « front populaire » : Mouvement égyptien de libération nationale, Iskra, Démocratie populaire, Avant-garde populaire de libération... Elles sont réprimées, avec les syndicalistes et les étudiants de 1946 à 1948. Les deux premières fusionnent en 1947 dans le Mouvement démocratique de libération nationale (MDLN) dirigé par Curiel. Les groupes staliniens participent aux manifestations, grèves et guérillas contre l'occupation britannique du canal de Suez. En 1952, le MDLN se rallie au coup d'État des « Officiers libres » qui renverse la monarchie, mais l'URSS soutient toujours le Wafd. Nasser interdit les syndicats et les partis en 1953. Entre 1955 et 1957, tous les courants staliniens s'unifient pour former le PCE. Nasser se tourne vers l'URSS et libère en 1956 les militants du PCE qui étaient incarcérés. En 1959, il réprime de nou-

la contre-révolution ainsi que ce coup d'État. A l'étape présente, cela constitue une réelle victoire des masses égyptiennes et une réelle victoire de la révolution égyptienne. (Sameh Naguib, Message à la conférence de Chicago de l'ISO, 28 juin-1^{er} juillet 2012)

En novembre 2012, le PCE, les SR, le M6A, le PSE, le PSAP rejoignent le « Front du salut national » formé par les partis bourgeois dits laïques dont les « foulouls » qui tiennent toujours l'armée et la justice et qui avaient envoyé la police et leurs milices, les baltaguiyas, contre les manifestants anti-Moubarak. Comme toujours, le programme du front populaire (la perspective d'un « gouvernement d'union nationale ») ne peut être que bourgeois. Le FSN se coule naturellement en mai 2013 dans la collaboration de classes de Tamarrod.

Les attentes des courants petit-bourgeois envers tel ou tel secteur de la grande bourgeoisie sont à chaque fois démenties par la lutte des classes, au détriment du peuple.

La méthode bolchevik consiste à se désolidariser absolument de la bourgeoisie, en politique comme dans l'organisation, à la démasquer impitoyablement dès les premiers pas de la révolution, à détruire toutes les illusions petite-bourgeoises sur l'unité de front avec la bourgeoisie, à combattre sans relâche pour enlever à la bourgeoisie la direction des masses, à expulser sans pitié du Parti communiste tous ceux qui sèment de vaines espérances dans la bourgeoisie. (Léon Trotsky, La Révolution chinoise et les thèses de Staline, 17 mai 1927, La Question chinoise dans l'Internationale communiste, EDI, p. 201)

Tant qu'elles n'ont pas leur propre parti, opposé à toutes les fractions de la bourgeoisie, la classe ouvrière et la jeunesse resteront, malgré leur courage, désorientées, incapables de tracer une perspective propre.

La révolution sociale est la solution

Aucune fraction de la bourgeoisie ne peut résoudre les problèmes du pays car leur solution passe par l'affrontement avec la bourgeoisie impérialiste, requiert l'action des travailleurs des villes et des campagnes qui, une fois mobilisés, s'en prendront à la propriété privée des moyens de production défendue tant par l'armée que les clergés musulman ou chrétien.

Le nationalisme panarabe professé par le colonel Nasser en 1952 et soutenu par le Pari communiste égyptien, qui avait alors la confiance d'une partie significative de la classe ouvrière, a été une faillite historique. Après les succès initiaux (renversement de la monarchie, nationalisation du canal de Suez, échec de l'intervention militaire de la Grande-Bretagne, de la France et d'Israël, début de réforme agraire...), les projets d'unifi-

veau le PCE. En 1961, le colonel Nasser fonde un parti unique, l'Union socialiste arabe, dans la quelle se dissout le PCE en 1964. En 1970, le PCE se réorganise, il est réprimé en 1981 par le général Sadate.

Parti national démocratique (PND). لحزب الوطنى الديمقراطى Parti bourgeois qui remplace en 1978 l'Union socialiste arabe. Membre de l'Internationale socialiste. Officiellement dissout à la chute de Moubarak, le PND a engendré plusieurs partis bourgeois. Les anciens membres de ce parti sont appelés les foulouls (les « résidus » du régime du général Moubarak). Ils peuplent l'armée, la haute administration et la magistrature. Ahmed Chafiq, général à la retraite, ancien président d'Egypt Air et ancien premier ministre de Moubarak s'est présenté à l'élection présidentielle de mai 2012 et a obtenu 23,66 % au premier tour et 48,27 % au second.

Parti socialiste d'Égypte (PSE). الحزب الاشتراكي Regroupement d'anciens staliniens et de centristes fondé en 2011. Semble actif dans les syndicats indépendants.

Socialistes révolutionnaires (SR). الأشتراكيون الثوريون Organisation centriste fondée en 1995 dans la mouvance de la TSI cliffiste, le courant révisionniste qui a analysé l'URSS comme capitaliste et qui a été exclu de la section britannique de la 4^e Internationale en 1950 pour son refus de soutenir la Chine lors de la guerre de Corée. Ce courant a manifesté son opportunisme envers l'islamisme lors de la révolution iranienne en 1979 et de la guerre d'Afghanistan de 1979 à 1989. Pour couvrir leur opportunisme, la direction de la TSI a ressuscité le front uni anti-impérialiste du 4^e congrès de l'IC, comme Pablo et Healy auparavant, pour justifier leur capitulation devant le nationalisme bourgeois panarabe. Le SWP britannique a créé la coalition Respect en 2004 avec des sociaux-démocrates... et des islamistes. Les SR ont été actifs dans le soulèvement de la place Tahrir en 2011. Ils ont soutenu le candidat des FM au second tour de la présidentielle en 2012, ils ont adhéré au front populaire anti-Morsi (FSN) en 2012 et ont participé à la campagne Tamarrod en 2013. Refusent de caractériser la prise du pouvoir par l'armée de coup d'État et le présentent comme un épiphénomène de la « seconde révolution ».

Tamarrod (Rébellion). ت Mouvement lancé en avril 2013 autour d'une pétition pour une élection présidentielle anticipée, soutenue par le FSN. Appelle ensuite aux manifestations monstres du 30 juin contre Morsi. Ses initiateurs se concertent avec le chef de la junte, le général Al-Sissi, le jour même du coup d'État.

Union socialiste arabe (USA). لتّحاد الاشتراكي larti bourgeois nationaliste panarabe fondé par Nasser en 1961. Parti unique jusqu'en 1976. Le général Sadate le transforme en PND en 1978.

Wafd (Délégation). حزب الوفد الجديد Le plus vieux parti bourgeois nationaliste. Dès qu'il prend le pouvoir, en 1924, il se retourne contre le mouvement ouvrier. En 1936, le Wafd revient au pouvoir et réprime de nouveau les grèves (textile, sucre, transport). S'y retrouvent aujourd'hui nombre d'anciens du PND.

cation arabe ont échoué, Israël a vaincu à deux reprises l'armée égyptienne, le pays ne s'est pas vraiment industrialisé.

L'échec du nassérisme a poussé l'armée à abandonner les phrases « socialistes » et anti-impérialistes. Sous Sadate, le régime a retourné ses alliances, passant de l'URSS aux États-Unis. Pour récupérer le Sinaï, il a reconnu Israël. Il s'est vendu à l'impérialisme américain pour 1,3 milliard de dollars par an. Puis il a privatisé pour tenter, en vain, de redynamiser le capitalisme national.

Le résultat est que l'armée est hypertrophiée et suréquipée, mais la plupart des fellahs travaillent dans des conditions archaïques, si bien que l'Égypte est le premier importateur de blé du monde. Plus de 30 % de la population est analphabète. L'administration est corrompue. La police, l'armée et les bandes islamistes arrêtent, détiennent, torturent et exécutent les opposants. Les femmes ont des droits civils réduits en matière de divorce et d'héritage, plus de 50 % des filles sont victimes de mutilations génitales avec la bénédiction des prêtres musulmans et chrétiens. Il est toujours interdit de fonder un parti basé sur la lutte des classes.

L'échec du nassérisme, entraînant celui du stalinisme qui s'était prosterné devant lui et s'était dissous dans le parti unique, a nourri la réaction islamiste. Le recours à l'idéologie religieuse précapitaliste, malgré son archaïsme, séduit nombre de capitalistes qui y voient le secret du respect de la propriété privée. Les Frères musulmans peuvent s'appuyer sur le dense réseau de mosquées, renforcé par Sadate et par Moubarak. Ils apparaissent aux paysans, aux petits bourgeois des villes et aux déclassés moins soumis à l'étranger et capables de suppléer les carences sociales, sanitaires et scolaires de l'État par leurs œuvres de charité.

Seule la classe ouvrière peut sortir le pays et la région de l'impasse. Mais l'approfondissement de la révolution n'est pas un processus inévitable, comme le prouve l'élection de Morsi ou le coup d'État. Pour vaincre la réaction, il faut bâtir un parti ouvrier qui ne prête aucune confiance aux différentes cliques des exploiteurs, un parti internationaliste et insurrectionnel du type du Parti bolchevik de 1917.

Dans la lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédante... La conquête du pouvoir politique devient le grand devoir du prolétariat. (Karl Marx, Résolution sur les statuts de l'AIT, septembre 1872, La Première internationale, 10-18, p. 338)

Alors, les travailleurs salariés, les chômeurs, les paysans pauvres, la majorité des travailleurs indépendants des villes, une grande part des étudiants, les conscrits... pourront s'unir contre leurs exploiteurs et leurs oppresseurs, imposer un gouvernement ouvrier et paysan reposant sur les conseils ouvriers et populaires, désarmer les mercenaires du capital et étendre la révolution sociale aux pays voisins et à l'Europe du Sud afin d'en assurer la victoire, pour la satisfaction des besoins élémentaires des masses.

- Rupture de toutes les organisations ouvrières avec la junte, les partis cléricaux, les partis libéraux, les partis bourgeois plus ou moins laïques! Front unique ouvrier contre la junte!
- Dehors, la junte militaire! Rétablissement des libertés démocratiques! Libération immédiate de tous les militants ouvriers! Respect du droit de grève! Levée de l'interdiction des partis révolutionnaires!
- Ni junte militaire, ni président ayant tous les pouvoirs! Assemblée constituante souveraine basée sur des élections sous contrôle du peuple et composée de députés révocables et payés au niveau des travailleurs salariés!
- Bas les pattes devant les minorités religieuses, nationales et sexuelles! Séparation complète de l'État et de la religion!
- Égalité juridique entre les femmes et les hommes!
 Interdiction de la polygamie et de l'excision! Éducation sexuelle de la jeunesse et moyens contraceptifs gratuits!
- Gouvernement ouvrier et paysan! Comités dans les entreprises, les administrations, les quartiers populaires, les universités pour discuter de la situation et des tâches, pour désigner le gouvernement et le contrôler, pour contrer sans pitié la contrerévolution!
- Licenciement de la police professionnelle! Droits démocratiques des conscrits! Élection des officiers! Armement des travailleurs des villes et des campagnes! Désarmement de la police, de l'armée, des baltaguiyas et des milices islamistes!
- Contrôle ouvrier et populaire sur la production et la répartition! Expropriation des propriétaires fonciers et des grands capitalistes!
- Ouverture de la frontière avec Gaza! États-Unis socialistes d'Afrique du Nord et du Proche Orient! Fédération socialiste de la Méditerranée!

22 août 2013

Bureau international du Collectif révolution permanente

Lanceurs d'alerte : le mouvement ouvrier doit défendre Manning, Snowden, Assange...

35 ans de prison pour Bradley Manning, un avertissement à tous les ennemis du capitalisme impérialiste

Le 21 août 2014, un tribunal militaire américain a condamné le soldat Bradley Manning pour « espionnage, trahison de secrets, fraude informatique et vol » à une peine de prison de 35 ans.

Le « crime » de cet analyste des informations militaires fut de rendre publiques des informations sur la nature criminelle de l'action militaire américaine contre l'Irak au nom de la « guerre contre le terrorisme » et sur les violations des droits de l'homme par les agents du gouvernement américain sur toute la planète. Initialement, le gouvernement des capitalistes américains et leur état-major entendait condamner Manning à mort sous l'accusation « d'aide à l'ennemi ».

Mais les accusations étaient si absurdes et ont suscité tant d'indignation publique, de même que les conditions inhumaines de détention auxquelles il a été soumis, que même la juge militaire, la colonelle Denise Lind, a été contrainte d'en tenir compte.

Le 14 août, un Manning tremblant, presque en larmes, visiblement cassé, a présenté une auto-accusation humiliante devant le tribunal militaire de Fort Meade, tribunal antidémocratique et à huis clos, qui porte clairement les marques de la mise en scène d'un procèsspectacle.

Je regrette que mes actions aient blessé des gens, qu'elles aient blessé les États-Unis. Je comprenais ce que je faisais et les décisions que j'ai prises... Je regrette les conséquences de mes agissements. Quand je reconsidère mes décisions, je me demande comment j'ai bien pu penser que je pouvais changer le monde mieux que les autorités compétentes, alors que je n'étais qu'un analyste débutant? Je sais que je peux et veux m'améliorer. J'espère que vous me donnerez l'opportunité de le prouver, non en paroles, mais en pratique, si je peux retrouver une place efficace dans la société.

Auparavant, Manning a passé trois ans en isolement carcéral, ses geòliers lui ont fait subir des journées d'interrogatoires, l'ont privé de sommeil, l'ont dénudé, l'ont dépouillé de ses lunettes, avec la claire intention de briser sa volonté.

La prétendue déclaration de Manning est en fait une mise en garde du gouvernement de la puissance impérialiste la plus forte à tous les opposants au système d'exploitation. 35 ans de prison pour le jeune Manning, qui ne pouvait plus supporter devant sa conscience



d'être spectateur des crimes de son gouvernement impérialiste, 3 ans de prison pour les tortionnaires d'Abou Ghraib (comme Lynndie England). Le message de la justice de classe capitaliste est clair : sans l'assentiment de l'impérialisme, rien ne doit changer ; celui ou celle qui se dresse contre lui sera écrasé ; ceux qui torturent et assassinent au compte de l'impérialisme sont seulement punis pour la forme, pour éviter que le cynisme de la classe dominante éclate de façon trop évidente.

La traque d'Edward Snowden, qui a levé le voile sur une partie des activités de la DSA (qui espionne sur ordre d'Obama des dizaines de millions d'Américains) et l'intimidation des États qui étaient disposés à lui accorder le droit d'asile ; le refus d'autorisation de survol pour l'avion du président bolivien Evo Morales par les gouvernements du Portugal, d'Espagne, de France et d'Italie ; le siège de Julian Assange à l'ambassade équatorienne à Londres depuis un an ; les menaces policières et judiciaires de l'État britannique contre le *Guardian*, le journal qui a publié les révélations de Snowden, le harcèlement du journaliste brésilien Miranda, compagnon d'un journaliste du *Guardian*, à l'aéroport Heathrow de Londres ; les menaces de mort de plus en plus ouvertes dans les

grands médias américains contre les « traîtres », tous ces faits montrent que les gouvernements impérialistes, en particulier celui des États-Unis, crachent sur leurs « valeurs démocratiques » et que l'État policier est pour eux une option de plus en plus tentante pour exercer le pouvoir.

Entre eux, les « services de renseignement » se font les coups les plus tordus, mais ils ont toujours su s'entendre contre ceux qui combattent pour la liberté et l'égalité.

La dégradation de la démocratie aux mains de la bourgeoisie impérialiste

La bourgeoisie naissante, au temps où elle était rebelle, quand elle affrontait le féodalisme, la monarchie absolue et la religion d'État, proclamaient des valeurs universelles : la liberté et l'égalité. Pour s'imposer, elle n'hésitait pas à recourir à la violence, voire à la terreur. Il en fut ainsi lors des révolutions des Pays-Bas et de Grande-Bretagne au 17^e siècle, aux États-Unis et en France au 18^e siècle.

Même à cette époque, quand elle était révolutionnaire, elle tendait à estomper l'universalisme au profit du patriotisme ; elle limitait les libertés et l'égalité par le respect de l'esclavage, du patriarcat et, par-dessus tout, de la propriété privée ; elle réprimait sauvagement les travailleurs et les peuples opprimés en lutte pour l'égalité et la liberté. Dans deux de ces pays, la bourgeoisie est allée jusqu'à restaurer la monarchie, qui est incompatible avec la démocratie et l'égalité.

Depuis le 19^e siècle et l'apparition d'une nouvelle classe révolutionnaire, le prolétariat, qui la menace, la bourgeoisie renie sa propre histoire, exacerbe le chauvinisme, recourt à la religion, renforce son appareil répressif (armée, polices, justice, prisons, services secrets...).

La force publique se renforce à mesure que les contradictions de classe s'accentuent à l'intérieur de l'État et que les États limitrophes deviennent plus grands et plus peuplés... (Engels, L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État, 1891)

Aux États-Unis qui se parent de la démocratie depuis le 18° siècle, la bourgeoisie et son État ont profité des attentats de 2001 (conçu par un ancien agent de la CIA) pour laisser tomber le masque de la légalité. Avec la « loi pour unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour déceler et contrer le terrorisme » (USA Patriot Act), l'administration Bush a créé un dispositif juridique qui autorise les arrestations arbitraires, la mise au secret des suspects, le mouchardage sans contrôle, bref les instruments d'un État fort, d'un État militaro-policier. La prison de Guantánamo, une enclave coloniale sur le territoire de Cuba, séquestre, en violation du droit international, 170 prisonniers depuis 12 ans. Il est établi que la CIA a fait arrêter et torturer à l'étranger. En outre, par

décision du président démocrate Obama, les services secrets américains peuvent exécuter légalement dans le monde entier des « ennemis des États-Unis », y compris des citoyens américains.

En Grande-Bretagne, le pays qui affiche les plus longues traditions démocratiques, l'État espionne pour son compte et héberge aussi des installations d'espionnage américaines. Le gouvernement du travailliste Tony Blair a développé en 2001 et 2005 les « lois de prévention du terrorisme » (*Prevention of Terrorism Acts*), adoptées en 1974 pour suspendre les droits fondamentaux au nom de la lutte contre les indépendantistes irlandais et contre ceux qui s'opposaient en Grande-Bretagne à l'occupation militaire en Irlande du Nord.

En France, le pays de la révolution bourgeoise la plus profonde, ce n'est que par des moyens inférieurs que les services secrets se distinguent de leurs collègues et rivaux américains. L'armée a utilisé systématiquement la torture contre les combattants vietnamiens et algériens, avant de l'enseigner aux armées bourgeoises d'Amérique latine. Les unités spéciales de la gendarmerie et de la police contre le terrorisme ont déjà servi à exécuter des militants kanaks (GIGN, sur ordre du socialiste Mitterrand) et à réprimer des grévistes (GIGN contre des postiers, GIPN contre des marins).

En Allemagne, où la fin de l'absolutisme a été le sous-produit de la révolution prolétarienne de 1918-19, le gouvernement a réactivé la législation spéciale des années 1976-77. La police a visiblement protégé un groupe nazi qui assassinait depuis des années des Turcs.

La persécution des immigrés musulmans -ou passant pour tels- a été aggravée par tous les gouvernements. Au nom de la « lutte contre le terrorisme », les gouvernements impérialistes ont soutenu longtemps les dictatures de Moubarak, Ben Ali, Kadhafi, Saddam Hussein, Al-Assad père et fils et soutiennent les monarchies absolues du Golfe. Au nom de la « lutte contre le terrorisme », l'impérialisme chinois réprime au Xinjiang, l'impérialisme russe a écrasé la Tchétchénie, les impérialismes occidentaux sont intervenus en Irak, en Libye, au Mali.

Un peuple qui en opprime un autre ne saurait s'émanciper, Le pouvoir qui sert à écraser l'autre peuple se tourne toujours contre lui-même. (Engels, Une proclamation polonaise, 17 juin 1874)

Dans tous les pays impérialistes, des mesures spéciales visent les citoyens musulmans. La tendance à restreindre les libertés démocratiques accompagne le déclin historique de la bourgeoisie.

La défense des lanceurs d'alerte et des libertés démocratiques est une responsabilité du mouvement ouvrier

Ni Edward Snowden, ni Bradley Manning, ni Julian Assange ne sont des militants du mouvement ouvrier, et encore moins des révolutionnaires. Pour les communistes internationalistes, leurs révélations n'étaient pas vraiment une surprise - sans connaître tous les détails, nous avons toujours insisté sur le caractère répressif de l'État capitaliste, mis en garde contre les illusions dans la légalité bourgeoise et dénoncé les machinations des services secrets et des polices politiques. Cette clairvoyance est le résultat de la théorie marxiste de l'État.

L'histoire du XIX^e siècle et du XX^e siècle nous a montré, même avant la guerre, ce qu'était la fameuse démocratie pure sous le régime capitaliste. Les marxistes ont toujours répété que plus la démocratie était développée, plus elle était pure, plus aussi devait être vive, acharnée et impitoyable la lutte des classes, et plus apparaissait purement le joug du capital et la dictature de la bourgeoisie. L'affaire Dreyfus de la France républicaine, les violences sanglantes des détachements soudoyés et armés par les capitalistes contre les grévistes dans la république libre et démocratique d'Amérique, ces faits et des milliers d'autres semblables découvrent cette vérité qu'essaye en vain de cacher la bourgeoisie, que c'est précisément dans les républiques les plus démocratiques que règnent en réalité la terreur et la dictature de la bourgeoisie, terreur et dictature qui apparaissent ouvertement chaque fois qu'il semble aux exploiteurs que le pouvoir du capital commence à être ébranlé. (1^{er} congrès de l'IC, Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne, 4 mars 1919)

Quelles que soient les convictions politiques ou philosophiques de Manning, Snowden et Assange, le mouvement ouvrier doit exprimer sa solidarité avec tous ceux qui dévoilent les pressions, les manipulations, l'espionnage, les meurtres des États impérialistes, ainsi qu'avec les journalistes qui publient ces révélations sur les machinations de l'appareil d'État bourgeois.

Un des premiers actes du Conseil révolutionnaire des commissaires du peuple (Sovnarkom) en Russie en 1917 a été l'abolition de la diplomatie secrète et la divulgation de tous les documents du tsarisme, y compris les documents de l'Okhrana, la police politique. La censure, la suppression de l'information critique, la chasse aux anti-impérialistes visent toujours, dans le système capitaliste, le mouvement ouvrier, et spécialement l'avant-garde révolutionnaire, même si elle est officiellement dirigée contre les éléments « déloyaux » des forces armées ou des services secrets.

Manning, Snowden et Assange sont haïs par tous les gouvernements impérialistes parce qu'ils ont présenté devant le grand public et donc les masses laborieuses des preuves irréfutables qu'aujourd'hui, comme toujours, les impérialistes espionnent et ont des mains sanglantes.

Contrairement à la petite bourgeoisie libérale, les travailleurs ne doivent pas avoir l'illusion que les lanceurs d'alerte comme Manning, Assange Snowden... peuvent rendre l'appareil militaire et d'espionnage plus transparent et démocratique. Malgré les affabulations des crétins réformistes qui présentent l'État comme neutre, les travailleurs ne doivent accorder aucune confiance à l'armée bourgeoise, à la police bourgeoise, à la justice bourgeoise, aux services secrets bourgeois.

Le prolétariat, en alliance avec les autres classes exploitées, doit briser l'appareil d'État bourgeois et doit le remplacer par son armement et ses propres instruments de pouvoir démocratique - la dictature du prolétariat,

La Commune de Paris ne fut pas une révolution pour transférer le pouvoir de l'État d'une fraction de la classe dirigeante à une 'utre, mais une révolution pour briser cet horrible appareil de classe lui-même. (Marx, Premier essai de rédaction de La Guerre civile en France, avril 1871)

Pour tous les travailleurs, les persécutions et les condamnations des lanceurs d'alerte, les restrictions aux libertés démocratiques sont autant de menaces et de dangers. Par conséquent, nous demandons que toutes les organisations de masse des travailleurs du monde entier exigent :

- La libération immédiate de Bradley Manning, la cessation de la persécution des lanceurs d'alerte,
- La restitution de Guantanamo à Cuba, la fermeture de toutes les bases américaines, britanniques, françaises et russes à l'étranger,
- L'arrêt immédiat de la persécution contre les militants et sympathisants de mouvements de libération nationale, de défense des travailleurs immigrés et des organisations ouvrières,
- La dissolution de tous les services de renseignement, l'examen et la publication de leurs fichiers
 et documents par des comités des organisations
 ouvrières, qui détruiront leur équipement d'espionnage, la confiscation de leurs fonds pour
 indemniser leurs victimes et leurs familles.

24 août 2013

Bureau international du Collectif révolution permanente

Soixante ans après l'insurrection des ouvriers de Berlin-Est et de toute l'Allemagne de l'Est de 1953

Il y a soixante ans, à la fin du printemps de 1953, trois mois après la mort de Staline, des soulèvements spontanés de la classe ouvrière à Berlin-Est ainsi que dans toute la RDA (la partie Est de l'Allemagne sous occupation des armées de la bureaucratie du Kremlin), les 16 et 17 juin, posaient la question de la destruction de la bureaucratie stalinienne. Ils mettaient à l'ordre du jour ce que la 4^e Internationale avait défini en 1935 comme une perspective stratégique de la révolution mondiale, à savoir la révolution politique en URSS et par extension dans les pays étant passés, après la 2^e guerre mondiale, sous le contrôle de bureaucraties satellites.

L'Union soviétique est sortie de la révolution d'Octobre comme un État ouvrier. L'étatisation des moyens de production, condition nécessaire du développement socialiste, a ouvert la possibilité d'une croissance rapide des forces productives. Mais l'appareil d'État ouvrier a subi entre-temps une dégénérescence complète, se transformant d'instrument de la classe ouvrière en instrument de violence bureaucratique contre la classe ouvrière et, de plus en plus, en instrument de sabotage de l'économie. La bureaucratisation d'un État ouvrier arriéré et isolé et la transformation de la bureaucratie en caste privilégiée toutepuissante sont la réfutation la plus convaincante -non seulement théorique, mais pratique- de la théorie du socialisme dans un seul pays... ou la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'État ouvrier, renversera les nouvelles formes de propriété et rejettera le pays dans le capitalisme ; ou la classe ouvrière écrasera la bureaucratie et ouvrira une issue vers le socialisme. (1re conférence de la 4^e Internationale, *Programme de transition*, 1938)

Une révolution dite politique car ayant pour tâche de chasser la bureaucratie parasitaire et conduire le prolétariat en lutte à l'exercice du pouvoir, sans avoir besoin d'exproprier socialement la bourgeoisie puisque la propriété collective des moyens de production n'avait pas encore été remise en cause.

La mort de Staline n'était pas un mince événement. Elle provoquait dès mars 1953 une crise profonde au sommet de la bureaucratie à Moscou pour le contrôle du pouvoir et dans tous les pays qu'elle avait soumis en Europe orientale. Les dirigeants, privés de leur « chef », se déchiraient sur la meilleure façon d'assurer la continuité du régime, ce qui impliquait la nécessité de « réformes » destinées à préserver le pouvoir de la bureaucratie, dans un contexte de pression accrue des masses ouvrières aspirant à la chute et à la fin des privilèges des détenteurs du pouvoir, bref à la destruction de ces bureaucraties.

La révolution politique commence en Tchécoslovaquie

Les premiers soulèvements de masse des travailleurs n'eurent pas lieu à la mi-juin à Berlin-Est mais au début de ce mois dans les grands centres ouvriers de Tchécoslovaquie. Dans quelles circonstances? Comme un peu plus tard à Berlin-Est, dans le contexte d'une crise de la bureaucratie locale, la décision de « réforme monétaire » remettant en cause le niveau de vie des masses, fut la cause d'un soulèvement sans précédent dans les villes industrielles, Pilsen, Ostrava, Kladno, etc. Partout, les masses envahissaient les rues et forçaient la police à se retirer. Grèves, assemblées dans les usines, désignation de délégués ouvriers témoignèrent d'un haut degré de conscience politique du prolétariat. Ce dernier montra qu'il pouvait forger spontanément son unité, bannissant toute distinction entre ouvriers membres du parti unique et les autres, ralliant à son combat « illégal » contre la bureaucratie les cadres et organisations ouvrières de base, notamment les syndicats, paralysant l'action répressive des « milices populaires » soumises au parti stalinien.

Et pourtant, la répression réussit peu à peu à faire refluer ce premier mouvement révolutionnaire cherchant désespérément l'appui des ouvriers en Europe. Mais la révolution devait rebondir le 16 juin à Berlin-Est et en RDA avec une puissance accrue.

Toute l'Allemagne orientale dans la tourmente en à peine 24 heures

Dans cet État occupé par l'armée de l'URSS sur la base du partage de l'Allemagne en plein accord avec les principaux impérialismes à Yalta et Potsdam, et façonné à partir de 1947 sur le modèle de l'URSS, les dirigeants du parti unique (le SED, Parti socialiste unifié qui, contrairement à son nom, n'avait rien de « socialiste ») et de l'État étaient pris entre deux feux : répondre aux revendications ouvrières qui, sans pouvoir s'exprimer ouvertement, grondaient néanmoins, tout en resserrant les rangs, alors que la crise politique faisait rage dans les sommets du Kremlin entre Malenkov, Beria, s'affichant héritiers de Staline, et un certain Khrouchtchev.

De même que Béria, au printemps 1953, voulant passer pour proche du peuple, avait préconisé de libérer un million de prisonniers politiques en URSS, le SED bavardait sur la nécessité d'un « nouveau cours » de la politique en RDA, consistant à revenir sur la « bolchevisation » de l'économie (en

préconisant le développement de la petite et moyenne industrie capitaliste, d'avantager les paysans riches et la liberté du commerce, d'amnistier en masse mercantis et trafiquants, sans oublier les concessions à l'Église). Mais dans le même temps, la classe ouvrière était sommée d'augmenter les normes dans la production, bref de travailler beaucoup plus pour les mêmes salaires de misère.

La bureaucratie était loin d'imaginer un tel refus de la masse des ouvriers face à l'augmentation des normes (de 20 à 40 %) et qui allait mettre le feu aux poudres. Dès le 12 juin, le mécontentement de la classe ouvrière se manifestait avec force, contre l'exploitation inhumaine, contre le stakhanovisme importé d'URSS, contre les heures supplémentaires impayées. A Leipzig, vieux bastion ouvrier, les travailleurs d'une usine déclaraient, et leurs propos étaient repris un peu partout : « C'est une honte que 70 ans après la mort de Karl Marx, nous soyons obligés de réclamer des conditions de vie décentes! » A Berlin-Est, ce même 12 juin, la tension monte dans le secteur du bâtiment concentré dans la Stalinallee où des grèves, relatées par la presse officielle, accompagnent les protestations croissantes des ouvriers contre les « cadences infernales », le coût de plus en plus élevé de la vie, etc.

Et puis, de manière fortuite, le mardi 16, c'est l'explosion. La veille, les ouvriers du chantier C.Sud et ceux du Bloc 40 avaient refusé de partir en excursion sous le contrôle des syndicats officiels et se rassemblent contre les normes. Les dirigeants syndicaux officiels proposent de transmettre les revendications au gouvernement. Mais l'assemblée se rebiffe, les ouvriers élisent leurs délégués pour agir en leur nom. Le 16, contre les bureaucrates qui justifient le relèvement des normes, les ouvriers décident d'accompagner en masse au ministère leurs deux délégués : l'action ouvrière envahit la rue.

Comme l'écrit l'ouvrier Benno Sarel, à l'époque militant trotskyste, dans un excellent livre, *La classe ouvrière d'Allemagne orientale, 1945-1958* (dont le CEMTRI a publié des extraits en 2003):

Au lieu de se rendre directement à la Maison des Ministères, les quelque 300 ouvriers de C. Sud et du Bloc 40 font le tour des chantiers des environs. L'action prend de l'ampleur : déjà il n'est plus uniquement question des normes. (...) Le tour des chantiers a duré près de deux heures. L'organisation officielle est alertée. (Les Cahiers du CERMTRI n° 111)

À l'exception du seul ministre de l'industrie lourde qui tenta de s'opposer à la masse en mouvement et se fit traiter de « traître à la classe ouvrière », les ouvriers, relate Benno Sarel, exigent la présence d'Ulbricht et Grotewohl, chefs du SED et du gouvernement :

On chante le vieil hymne socialiste, « Frères, vers la lumière ! Vers la liberté ! » Les rues sont pleines de monde. On se divise en plusieurs colonnes. Le mot d'ordre est : Grève générale pour demain ! (idem)

Partout, à Berlin et partout en RDA, le mouvement se répand et l'on peut dire que la grève générale commence au soir du 16 juin.

Le comité de grève nommé, on se comporte en maître. Le directeur est remplacé ; le comité veille à ce qu'il n'y ait pas de sabotage. Les ouvriers se donnent, comme en 1945, un organisme qui les représente effectivement. La démocratie se présente dans les entreprises comme calquée sur le système au pouvoir et en même temps comme sa négation la plus totale... Il est typique que ce soit les villes les plus industrielles qui se soient donné l'organisation révolutionnaire la plus poussée : Halle, Bitterfeld, Mersebourg, villes saxonnes de la région des mines de lignite, caractérisées par les grandes industries chimiques et la construction mécanique, qui autrefois étaient nommées « le cœur rouge de l'Allemagne ». (...) Au cours de la matinée du 17 juin les révoltés ont cru à la neutra*lité soviétique.* (idem)

Le gouvernement Ulbricht-Grotewohl, débordé et impuissant, est sur le point de s'effondrer. Les représentants du Kremlin, à Moscou et à Berlin, comprennent que si la révolution en RDA n'est pas stoppée par la force, tout le système bureaucratique à l'Est de l'Europe et même en URSS (les grandes grèves dans l'immense complexe pénitentiaire de Vorkouta de début juillet 1953 sont imminentes) risque de se disloquer. Les chars russes entrent en action et tentent d'écraser les ouvriers, lesquels, écrit le militant B. Sarel, « défaits par les tanks soviétiques, refluent vers les usines. Ils ont été battus mais sans avoir pour autant un sentiment de défaite face au système bureaucratique devant lequel ils se retrouvent ».





Puissance et limites de la spontanéité révolutionnaire des masses insurgées

En quelques heures, la révolution politique avait mis en RDA la bureaucratie au bord de l'abîme avec les seuls moyens des mobilisations en masse, de l'organisation des ouvriers en comités de grève, sans parti propre ni programme mais décidés à balayer le vieux monde. Pourtant, en un seul endroit, lors de la grève de Magdebourg, alors que toute la population s'était insurgée, même les femmes au foyer, la perspective politique la plus avancée de la révolution a été proclamée par le comité de grève de Bitterfeld qui, en plus des revendications portant sur la dissolution des institutions haïes (l'armée, l'appareil judiciaire) et des élections libres sous quatre mois, exigeait la constitution d'un gouvernement provisoire composé de travailleurs progressistes. La bureaucratie en déroute se sentait à deux doigts de sa chute.

Sans doute manquait-il un parti ouvrier révolutionnaire pour mettre en pratique les décisions du comité de grève de Bitterfeld qui exprimait alors la volonté de toute la classe ouvrière allemande, à l'Est, comme à l'Ouest. Les derniers mots de Rosa Luxembourg dont la figure, calomniée par les staliniens, réapparut en 1953 à Berlin, n'avaient-ils pas été, dans son article de la *Rote Fahne*, du 14 janvier 1919, juste avant d'être assassinée : « la route du socialisme – à considérer les luttes révolutionnaires – est pavée de défaites. Et pourtant, cette histoire mène irrésistiblement, pas à pas, à la victoire finale!»

Pour cela, pour que l'expérience du passé puisse être transmise aux générations à venir et que toutes les leçons soient tirées de ces défaites, il fallait un parti révolutionnaire qui, dans les années 1950, était incarné dans la 4^e Internationale. Or, c'est précisément à partir de 1950 que la direction de la 4^e Internationale, autour de Michel Raptis (« Pablo ») et d'Ernest Mandel (« Germain »), révisait son programme en affirmant que le stalinisme ou le nationalisme bourgeois conduirait désormais la révolution et en préconisant la réforme de la bureaucratie de l'URSS. Corrélativement, la direction pabliste entrepre-



nait de liquider l'Internationale comme organisation prolétarienne révolutionnaire, en excluant dès 1952 le PCI, la section française, qui refusait de lier le sort du prolétariat mondial à la bureaucratie stalinienne (voir Stéphane Just, *Défense du trotskysme*, t. 1, 1965; t. 2, 1971).

Ces thèses théorisées dès 1950 par Pablo et « validées » par Mandel furent adoptées par le « $3^{\rm e}$ congrès » de la $4^{\rm e}$ Internationale en 1951, malgré l'opposition de la section suisse et de la section française. C'était là une grave défaite de la classe ouvrière mondiale dont l'organisation tenue jusqu'alors pour révolutionnaire, reniait son programme et constituait dès lors un obstacle supplémentaire à la construction de l'Internationale et à celle des partis révolutionnaires dans tous les pays.

Quelle leçon nos pablistes ont-ils tiré à l'époque, de la révolution politique à Berlin-Est et en RDA, sinon, selon la Déclaration du Secrétariat international du 25 juin 53, le constat d'une « démocratisation réelle des Partis communistes » ? Et pour que tout soit bien clair, d'ajouter in fine : « Que les masses persévèrent dans cette voie, et loin d'affaiblir le régime anticapitaliste de l'URSS et des 'démocraties populaires', elles le consolideront et le fortifieront ». Pour Pablo et ses émules, les masses ne sauraient en aucun cas s'émanciper de la bureaucratie contre-révolutionnaire mais au contraire la conforter par leurs « luttes ».

À l'opposé, la majorité de la section française rapportait que :

De nombreux manifestants dans les rues de Berlin, au matin du 17 mai disaient entre eux: « Malheureusement nous n'avons pas de direction ».

Les défenseurs en France du programme trotskyste, c'est-à-dire communiste, mettaient l'accent, dans un appel du 22 juin publié par *La Vérité*, sur la nécessité de construire un « parti révolutionnaire authentique, indépendant de Wall Street et du Kremlin » qui « aurait appelé les travailleurs de toute l'Allemagne à ne pas attendre l'unité allemande d'une conférence des grandes puissances », ouvrant ainsi la voie aux États-Unis socialistes d'Europe.

Au lieu de demander le retrait des troupes soviétiques (la seule force qui soutenait le gouvernement stalinien), Pablo semait l'illusion que « des concessions encore plus amples et plus réelles » viendraient des gauleiters du Kremlin. (SWP, Lettre aux trotskystes du monde entier, in La Vérité n° 325, 20 novembre 1953)

Confrontées à l'offensive de fractions pablistes en leur sein et à la nécessité de tirer un bilan de la grève générale en France et de la révolution en RDA, la section américaine (SWP) et la section britannique constituaient avec la section française et la section suisse, en novembre 1953, un Comité International (CIQI) pour sauver la 4^e Internationale en défendant son programme marxiste. Le CIQI entreprenait de regrouper les premiers éléments à même d'engager la lutte pour des partis révolutionnaires en Europe orientale comme partout dans le monde.

Manifestant l'unité mondiale de la lutte de classe du prolétariat, la révolution à Berlin-Est et en RDA était suivie par le soulèvement des prisonniers politiques russes du camp de Vorkouta (juillet 1953) et de la grève générale d'août 1953 en France qui manifestait la crise de régime minant la 4^e République. Notons aussi qu'en Bolivie, chaînon très fragile des pays soumis à l'impérialisme, une révolution prolétarienne avait éclaté en 1952 ; canalisée par les nationalistes bourgeois confortés par les staliniens, elle devait refluer.

Les révolutions politiques du 20^e siècle n'ont pas abouti

Mais la révolution politique resurgissait trois ans plus tard pendant le « *printemps en Octobre* » à l'automne de 1956, lors d'un puissant soulèvement de la jeunesse en Pologne qui se conjuguait dans le même temps à une véritable insurrection ouvrière en Hongrie.

En Pologne, les staliniens sortaient Gomulka de prison et le propulsaient à la tête du parti et de l'Etat avec pour tâche de faire avorter la révolution, ce qui se produisit. La prétendue 4^e Internationale de Pablo s'empressa de crier victoire, la manœuvre contre-révolutionnaire du Kremlin et de Gomulka confortant à ses yeux la thèse de la « démocratisation » des partis staliniens. Mais Gomulka devait bientôt restaurer le pouvoir de la bureaucratie en Pologne et être lui-même renversé par une nouvelle explosion révolutionnaire des ouvriers en 1971 et être remplacé une fois de plus par Gierek, un autre stalinien.

En Hongrie, en 1956, le mouvement alla beaucoup plus loin et parvenait à constituer, début novembre et pour quelques jours, un conseil ouvrier du Grand Budapest,



candidat objectif à l'exercice du pouvoir. Le Kremlin, toujours vigilant, faisait une fois de plus intervenir son armée pour écraser les ouvriers hongrois. Dans leur soutien à l'appareil stalinien, les pablistes, par la plume de Germain, allaient jusqu'à calomnier les travailleurs hongrois insurgés, justifiant une « intervention de l'armée soviétique contre la réaction » (citation in Défense du trotskysme de S. Just, La Vérité n° 550, p. 65).

Une révolution politique aux conditions objectives exceptionnelles : la Pologne de 1980-81

En Chine où l'impérialisme avait été exproprié après 1949 alors que le PCC formé à l'école de Staline et dirigé par Mao Ze Dong avait été porté au pouvoir par de puissantes insurrections paysannes, la révolution politique avait surgi à plusieurs reprises (en 1956, étouffée par la fameuse campagne des « Cent fleurs » puis en 1967 lors de la « révolution culturelle », Mao réussissant à briser le mouvement de la jeunesse après l'avoir encouragé, en 1989 lors des mobilisations en masse culminant sur la place Tian an men...).

En 1968, la révolution politique soulève la Tchécoslovaquie, les ouvriers et militants de base s'emparent du congrès du PC, détruisent son appareil, ouvrant « objectivement » la voie du pouvoir aux masses. Seule

l'invasion du pays par les troupes du Kremlin put mettre fin au « printemps de Prague ».

Ces révolutions antibureaucratiques sont partie intégrante des vagues révolutionnaires qui opposèrent maintes fois, au $20^{\rm e}$ siècle finissant, le prolétariat à l'impérialisme partout dans le monde : en 1968, notamment en France, en Amérique latine, en Bolivie en 1971, au Chili, en 1970-73, au Portugal en 1974-75, au Vietnam, etc.

En Pologne en 1980, la révolution politique constitue une organisation ouvrière, reconnue par toute la population laborieuse, le syndicat Solidarnosc qui joua dès son apparition un rôle « soviétique ». Contre le pablisme liquidateur, le Comité international, notamment en France, avait réussi, au cours des grands combats du prolétariat polonais des années 1970, à gagner des militants et même des cadres très implantés dans la classe ouvrière et la jeunesse.

Mais ce regroupement de militants révolutionnaires ne fut pas armé par le Comité international dirigé alors par les opportunistes Lambert et Moreno, d'une politique permettant de rassembler les masses polonaises afin de les préparer à la prise du pouvoir. Le combat ne fut pas mené contre l'orientation capitularde et procapitaliste des dirigeants de Solidarnosc pour la raison que les lambertistes du CIQI aidaient depuis des années à la reconstruction des partis sociaux-démocrates, y compris en Pologne, renonçant à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, aux tâches et au programme de la révolution. En Pologne, cette politique aboutit à conforter, contre les révolutionnaires polonais eux-mêmes, la direc-

tion de Solidarnosc, liée à l'Église catholique, qui laissa faire le coup d'État de Jaruzelski liquidant brutalement la révolution politique. L'année et demie de dualité de pouvoirs en Pologne, un temps considérable dans une révolution, aurait pourtant permis de construire un parti en mesure de mener les masses au pouvoir. Celles-ci furent laissées sous le contrôle de la direction cléricale de Solidarnosc. Le CIQI ayant failli à sa tâche, la crise ne pouvait aboutir qu'à la restauration du régime capitaliste dans toute l'Europe orientale. Dès 1988, la direction de Solidarnosc et le parti stalinien (POUP) commençaient à négocier le rétablissement du capitalisme.

Dans le contexte international actuel, caractérisé par une crise générale du régime capitaliste et où les crises révolutionnaires se succèdent dans le monde avec une rapidité vertigineuse, partout la classe ouvrière en mouvement est en grande partie paralysée par l'héritage du passé. Les bureaucraties ont liquidé les États ouvriers qu'elles parasitaient, mais les bureaucraties des grandes organisations ouvrières (syndicales, sociales-démocrates, issues du stalinisme) subsistent en tant qu'obstacles à la révolution. Elles ne pourront être liquidées que si se regroupent, à l'échelle internationale, les forces à même de constituer une nouvelle internationale et ses déclinaisons dans tous les pays, les partis ouvriers révolutionnaires.

17 septembre 2013 Fabrice Lefrançois



Pour l'unité des organisations ouvrières contre toute intervention militaire en Syrie

Le 13 mars 2011, la police syrienne arrêtait, emprisonnait et torturait 15 écoliers qui avaient tagué sur un mur les slogans de la révolution égyptienne. Débutaient alors des manifestations de plus en plus massives contre le régime, malgré la répression meurtrière, qui s'inscrivaient clairement dans le processus révolutionnaire qui avait commencé d'embraser l'Afrique du nord et le Proche-Orient, en Iran, Tunisie, Libye, Égypte, Bahreïn... Si la classe ouvrière avait eu un parti ouvrier révolutionnaire, elle aurait pu renverser Bachar Al-Assad en s'appuyant sur les autres exploités, sur la jeunesse, sur les minorités kurde et palestinienne, sur les conscrits.

Le parti nationaliste Baas s'est emparé du pouvoir en Syrie par un coup d'État en 1963, au nom du panarabisme et du socialisme. En fait de panarabisme, en 1976, l'armée syrienne participait au Liban au massacre des Palestiniens. En fait de socialisme, c'est un régime capitaliste dictatorial où les activités et les organisations ouvrières indépendantes de l'État sont interdites. En outre, depuis le début des années 2000, des vagues de privatisations industrielles et foncières ont gravement entamé le niveau de vie des masses.

Cela n'a pas empêché le Parti communiste syrien, fidèle à la ligne stalinienne d'appui aux bourgeoisies nationales au nom de l'anti-impérialisme et de la révolution par étapes, d'apporter son soutien à ce régime, empêchant ainsi la constitution d'une opposition ouvrière organisée et laissant le terrain de l'opposition au régime aux Frères musulmans.

Faute de direction prolétarienne, le puissant mouvement des masses contre le régime commencé en mars 2011 est tombé sous la coupe des politiciens bourgeois opposés à Assad et en particulier des mouvements islamistes. L'Armée syrienne libre, elle-même cléricale, est concurrencée par des mouvements islamistes soutenus par le Qatar et l'Arabie Saoudite qui visent plus les alaouites, les chrétiens, les druzes, les Kurdes, que la dictature du Baas, ce qui rejette une partie de la population dans les bras d'Assad et prolonge les jours du régime. Dans ces conditions, l'affrontement entre la dictature et les masses est devenu une guerre entre fractions de la bourgeoisie, chacune liée à des impérialismes opposés, dont le peuple syrien est la victime. Plus de 2 millions de personnes ont dû se réfugier en Turquie, Jordanie, Liban et Irak.

Alors que l'impérialisme russe, l'impérialisme chinois et le régime islamique iranien arment et défendent le dictateur sanglant Assad, que les gardiens iraniens et les milices du Hezbollah interviennent pour le sauver, les impérialismes français et américain se disposent pour une intervention militaire directe en se saisissant de l'utilisation d'arme chimique contre la population civile. La France, dont l'armée utilisa le napalm au Maroc et en Algérie ; les États-Unis, dont l'armée utilisa la bombe atomique contre le Japon, le napalm contre le Vietnam, le Cambodge et l'Irak, sont mal placés pour donner des leçons de morale.

L'intervention de ces armées n'assurerait ni la vie des civils, ni la démocratisation du pays. Sa menace vise à mettre au pas tous les pays dominés, contrôler cette région du monde, affaiblir les positions et sources d'approvisionnement énergétiques russes et chinoises, renforcer l'État d'Israël qui poursuit la colonisation de Jérusalem et de la Cisjordanie, menacer l'Iran.

Cependant, le parlement britannique vient de refuser l'engagement militaire, le gouvernement allemand entend rester à l'écart, le gouvernement impérialiste français dirigé par le PS qui s'était avancé prématurément, se trouve déstabilisé par l'hostilité de l'UMP et par les atermoiements de l'administration impérialiste américaine du Parti démocrate.

En toile de fond, il y a l'opposition des populations de ces pays, qui se souviennent en particulier des manipulations éhontées des impérialismes anglais et américain pour justifier la seconde intervention en Irak, et la crainte des gouvernements de précipiter une crise régionale.

La tâche des communistes internationalistes est, tout en se prononçant sans ambiguïté pour le renversement par les travailleurs syriens du dictateur Assad par les moyens de la lutte des classes, de combattre, en particulier dans les pays impérialistes concernés, pour le front unique des organisations ouvrières contre toute intervention impérialiste.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! Impérialistes américains et français, bas les pattes devant la Syrie! Empêchement par tous les moyens ouvriers de l'intervention!

À bas le régime du Baas et Assad! Non à la réaction islamiste! Soldats conscrits et miliciens de base, désertez les troupes des oppresseurs! Libertés démocratiques et droits des salariés! Confiscation des groupes capitalistes et de la grande propriété foncière! Respect des minorités religieuses et nationales! Laïcité! Émancipation des femmes! Pour un gouvernement des ouvriers et des paysans!

9 septembre 2013
Bureau international
du Collectif révolution permanente

Retrait du projet du gouvernement contre les retraites!

Une nouvelle attaque dans le droit fil de celle de Fillon et Sarkozy

À aucun moment, les gouvernements PS-PCF-Verts-PRG de 1997 et PS-EELV-PRG de 2013 n'ont abrogé les attaques contre les retraites menées antérieurement par les gouvernements RPR-UDF et UMP. Bien au contraire, le 27 août, après d'ultimes consultations avec les « partenaires sociaux », le Premier ministre Ayrault a présenté la nouvelle attaque projetée par l'État bourgeois contre les retraites des travailleurs qui sont une forme de salaire indirect.

La ficelle de Fillon sur la prise en compte de la « pénibilité » de certains emplois (sans qu'il soit question de la faire disparaître), pour faire passer l'attaque contre tous, est utilisée par Hollande et Ayrault. Ce plan comporte en fait le durcissement de la mesure Fillon de 2003 (la durée de cotisation passera à 43 ans), la hausse des cotisations sociales (de +0,5 %, subie uniquement par les salariés puisqu'elle sera au moins compensée pour les employeurs par les baisses d'autres cotisations sociales), la désindexation camouflée des pensions (la revalorisation aura lieu le 1^{er} octobre au lieu du 1^{er} avril), la fiscalisation d'une part des pensions (la majoration de 10 % pour trois enfants et plus sera soumise à l'IRPP). Le projet aboutit à diminuer les pensions. Il pénaliserait particulièrement les jeunes, déjà soumis à un chômage massif et à des salaires réduits.

Le projet gouvernemental est le résultat prévisible du « dialogue social »

Hollande et Ayrault ont aussi repris la même méthode que Sarkozy et Fillon, la collaboration de classes qui leur a déjà permis d'élaborer la loi de flexibilité du temps de travail et des salaires, qui conduit à négocier les plans de licenciements (dont celui de PSA Aulnay par la CGT animée par LO).

D'abord, un rapport émanant du Conseil d'orientation des retraites (auquel participent CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA) découvre un trou. Le « problème de financement » est attribué par les « experts » à la durée de vie excessive des travailleurs, alors qu'il s'agit du refus des patrons de payer pour les retraites. Alors, le gouvernement prétend « sauver » les retraites quand tout salarié sait qu'il en sortira une nouvelle attaque. Pourtant, toutes les directions syndicales participent à la mystification, se précipitent à la « conférence sociale », à Matignon, au ministère du travail, avec chacune ses « propositions » pour préserver la compétitivité, l'industrie française, bref le capitalisme français.

Une journée d'action symbolique ne saurait empêcher le gouvernement de nuire

En 2010, les bureaucraties syndicales ont, après l'avoir négocié, refusé d'appeler au retrait du projet SarkozyFillon et à la grève générale qui aurait permis de le battre. Elles avaient reçu alors l'appui de tous les partis politiques d'origine ouvrière (PS, PdG, PCF, NPA, LO, POI...). Le résultat du « dialogue social » et des « journées d'action » a été une défaite qui a préparé les attaques suivantes.

Aujourd'hui, certaines organisations syndicales se satisfont du projet gouvernemental (CFDT, CFTC, CGC, UNSA) et trahissent donc les intérêts des salariés ; d'autres le récusent et appellent à manifester le 10 septembre (CGT, FO, FSU, Solidaires). Mais ces dernières participent toujours, avec les premières, au Conseil d'orientation des retraites et aux négociations qui se poursuivent en coulisse. Pour faire diversion, elles tentent d'attribuer la responsabilité des attaques de la bourgeoisie française et du gouvernement bourgeois français à l'Union européenne.

Ni les unes, ni les autres n'exigent l'augmentation des cotisations sociales patronales, alors que ce sont les travailleurs qui produisent toutes les richesses sociales. D'ailleurs, les chefs syndicaux qui appellent les salariés à la « journée d'action » n'avancent aucune revendication précise et n'appellent même pas au retrait du plan Hollande-Ayrault :

Le financement des retraites nécessite de construire des alternatives par l'apport de ressources nouvelles, tout particulièrement en améliorant le pouvoir d'achat des salariés et en créant des emplois... Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires appellent à une journée nationale d'action interprofessionnelle avec grèves et manifestations le 10 septembre 2013 pour ne pas laisser les propositions du MEDEF faire la loi et pour imposer d'autres choix au gouvernement.

Pour les revendications ouvrières, pour battre le gouvernement

Les travailleurs doivent s'organiser pour imposer la rupture des organisations syndicales avec la bourgeoisie et son État. Seule la lutte de classe arrachera :

Retrait du projet du gouvernement Hollande-Ayrault-Sapin! Retraite à 60 ans! Retour aux 37,5 annuités! Prise en compte de tous les stages! Pension calculée sur les 6 meilleurs mois!

Il n'y a aucune limite à l'avidité des exploiteurs, ni à la capitulation des partis réformistes et des bureaucraties syndicales. Pour que les producteurs vivent dignement, il leur faudra prendre le contrôle de la société par une révolution, par l'expropriation des capitalistes. Pour cela, il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste.

8 septembre 2013

groupemarxiste.info